

## Gouvernement de crise, République des affaires



**PREMIER PLAN**  
**Chypre: le peuple paye la note**  
Page 3

**ACTU**



**Rythmes scolaires: ne pas perdre la guerre**  
Page 4

**INTERNATIONAL**  
**Bulgarie: tensions «électriques»**  
Page 5

**ACTU**  
**Mali: crise politique et humanitaire**  
Page 8

**ACTU**



**Congrès de la CGT: un syndicat à la peine**  
Page 9

Dimanche 24 avril, lors d'une élection législative partielle dans l'Oise, la candidate du FN talonne de quelques centaines de voix le candidat de l'UMP. Le PS avait été éliminé dès le premier tour. Cette élection se tenait à l'issue d'une semaine qui a vu plusieurs personnalités se faire rattraper par les affaires dans lesquelles elles sont compromises. La crise politique profite aujourd'hui à l'extrême droite.

**M**ardi 19 mars, Jérôme Cahuzac, ministre socialiste chargé du budget, est forcé de démissionner, visé par une information judiciaire pour «blanchiment de fraude fiscale» et une demande d'ouverture d'une information judiciaire pour ses liens avec les laboratoires pharmaceutiques. Mercredi, l'appartement parisien de Christine Lagarde, directrice générale du FMI et ancienne ministre de

l'Économie de Sarkozy, est perquisitionné dans le cadre de l'enquête pour «complicité de faux» et de «détournement de fonds publics» pour son arbitrage en faveur de Bernard Tapie. Dans cette enquête, les juges ont également perquisitionné chez l'ancien secrétaire général de l'Élysée, Claude Guéant. Jeudi, c'est Nicolas Sarkozy lui-même qui est mis en examen, notamment pour «abus de faiblesse» dans le cadre de l'affaire Bettencourt.



## Agenda

**2 avril, réunion publique du NPA 86 « L'ecosocialisme, l'alternative radicale à la catastrophe écologique et capitaliste », Poitiers.** RV à 20h30, salle Jean-Pierre Timbaud, Maison du Peuple, Poitiers. Avec la participation de Michael Löwy, sociologue, philosophe et chercheur au CNRS.

**8 avril, table ronde: « Quelle riposte face au gouvernement et au patronat? Construisons une opposition de gauche », Strasbourg.** À l'initiative du NPA 67. RV à 20h, Maison des syndicats, 1 place des Orphelins à Strasbourg.

**11 avril, réunion autour du livre Hugo Chavez et la révolution bolivarienne. Promesses et défis d'un processus de changement social à Talence (33).** Avec Patrick Guillaudat coauteur avec Pierre Mouterde. À partir de 18h15, présentation du livre et débat à la librairie Georges, 300 cours de la Libération à Talence, près de Bordeaux.

**12 avril, meeting du NPA et d'AL « Contre les licenciements, quelles alternatives? », Nantes.** Avec entre autres Philippe Poutou. RV à 20h à l'ex-manufacture des Tabacs, bv Stalingrad à Nantes.

À SUIVRE SUR  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)



PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO

### Un système à mettre en examen

Cet enchaînement n'est dû ni à une série noire, ni à l'acharnement de « juges rouges » assoiffés de vengeance. Il révèle simplement l'extrême imbrication du pouvoir politique avec l'argent, les affaires, les grandes fortunes. Ces 1% de la société qui contrôlent 99% des richesses et décident pour 99% de la population sont tellement convaincus que « tout est à eux », que certains franchissent les limites de la légalité, pour se servir afin d'augmenter leur fortune personnelle ou leur pouvoir, voire les deux. Corrompus et/ou corrupteurs, menteurs et/ou voleurs, ils suscitent le dégoût et on ne peut que se réjouir qu'ils soient démasqués par des journalistes et rattrapés par des juges qui font correctement leur métier. Mais, de droite ou de gauche, ils ne seront jamais inquiétés par la justice pour les politiques d'austérité qu'ils mettent en œuvre, hier comme aujourd'hui,

comme président de la République, ministres ou responsable du FMI... C'est en toute légalité mais dans la plus complète illégitimité qu'ils imposent le remboursement d'une dette illégitime, l'injustice fiscale, la destruction des services publics, le pillage de la protection sociale et de nos salaires... et qu'ils sont directement responsables et coupables de la misère et du désespoir de millions d'hommes et de femmes.

### Un danger mortel en embuscade

Le coup de tonnerre de l'Oise est un avertissement. Le mal-vivre engendré par des politiques de plus en plus brutales, le rejet d'un personnel politique qui impose restrictions et sacrifices aux plus modestes et sert les puissants et les riches, quand il ne sert pas lui-même malhonnêtement, poussent les victimes de la crise dans les bras du FN. Dans l'Oise ce dimanche, une partie importante de l'électorat de gauche a voté pour le Front national.

● ● ● SUITE DE LA PAGE 1

Cet avertissement doit être pris au sérieux. Une course de vitesse est engagée. La crise politique est profonde et durable. Comme dans d'autres pays européens, les partis qui ont mis et mettent en œuvre les politiques libérales sont de plus en plus discrédités et en crise. Si rien ne vient inverser la tendance, c'est inévitablement l'extrême droite et une partie de la droite qui ne rechignent plus à s'allier avec elle, qui en tireront profit.

### Pour un gouvernement issu des mobilisations

On ne peut se contenter de dénoncer le PS en attendant d'apparaître comme le recours électoral face à son échec, ni d'en appeler aux seules mobilisations alors que le mouvement social est sur la défensive et que les luttes se heurtent à de grandes difficultés. Pour être à la hauteur de l'enjeu, la réponse doit combiner le niveau politique et le niveau social, la perspective politique et les mobilisations. Les deux sont indissociables. Il n'est pas de solution sans le rapport de forces, sans l'implication active de toutes celles et ceux qui refusent de céder devant l'offensive du gouvernement et du patronat, de se plier à l'hypocrisie du dialogue social. Pour construire cette mobilisation longue, déterminée et généralisée, il faut la conviction qu'une autre politique radicalement différente de celles qui sont menées dans toute l'Europe est possible et la perspective d'un gouvernement qui s'appuie sur la mobilisation pour la mettre en œuvre. C'est la responsabilité des forces politiques de gauche qui ne participent pas au gouvernement – LO, AL, le FdG et ses différentes composantes – et de l'ensemble du mouvement social de construire cette opposition de gauche au gouvernement Hollande-Ayrault pour défendre cette alternative.

**Christine Poupin**

## regards

Propos recueillis par Foivos Marias

# Catastroïka

**Entretien.** Licencié par la radio dans laquelle il travaillait en raison de ses opinions, Aris Chatzistefanou est un journaliste grec engagé, un militant social et politique. Également coréalisateur des documentaires Debtocracy et du tout récent Catastroïka, il était la semaine dernière en tournée en France pour faire la promotion de ce dernier film.

Peux-tu nous expliquer brièvement de quoi traite ce nouveau documentaire?

Tout simplement des conséquences de la liquidation totale de la Grèce. Avec le consentement et la complicité du gouvernement grec, la troïka impose au pays un énorme programme de privatisations. Il s'agit en réalité d'une opération de liquidation de la richesse publique. Le documentaire revient sur des exemples de privatisations dans des pays développés comme la France, les USA, l'Angleterre...

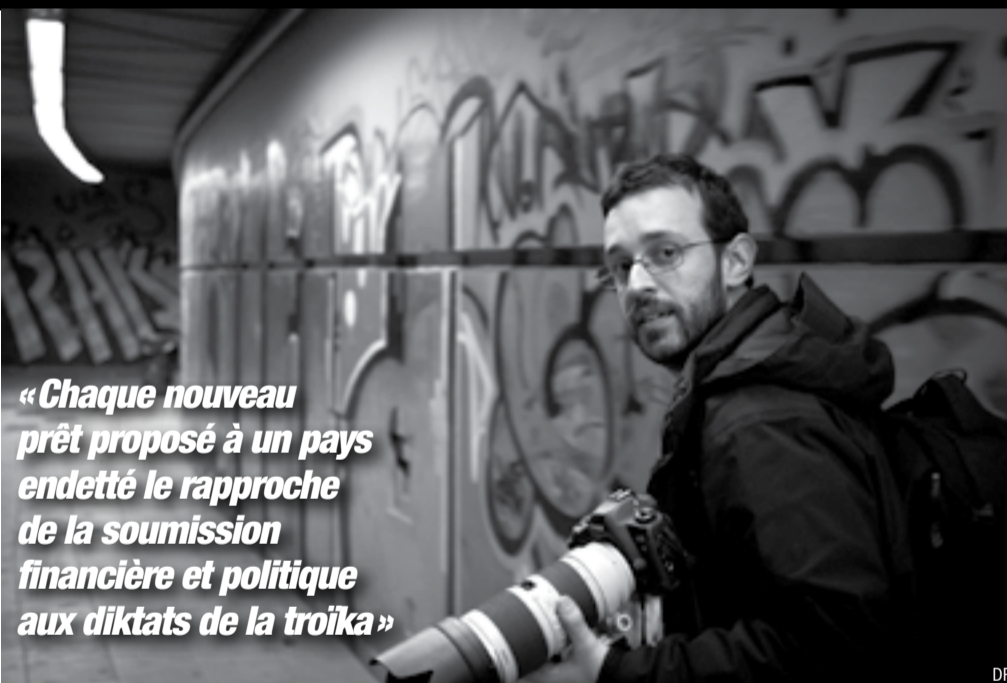
Ce documentaire a comme point de départ la liquidation de services publics en Russie et à l'ex-RDA, suite à l'effondrement du mur de Berlin. Ce ne sont pas des cas de privatisations exceptionnelles mais des formes « extrêmes » du même système de privatisation qui s'applique encore aujourd'hui aux USA, en Angleterre ou en France... Nous passons en revue les conséquences désastreuses des privatisations pour la population des pays en question sur la politique de tarification, la qualité des services offerts et la sécurité. Catastroïka essaie donc de prévoir ce qui va se passer si le même modèle s'applique à un pays sous surveillance économique, comme la Grèce.

Comment avez-vous financé le tournage de ce documentaire militant? Et quels sont vos futurs projets?

Catastroïka et Debtocracy étaient entièrement financés par les citoyens sous une forme de souscription en ligne. Il s'agit de deux documentaires avec permission de libre distribution et retransmission. Les deux documentaires sont disponibles en ligne et sous-titrés en plusieurs langues! Notre prochain travail portera sur les liens entre l'extrême droite et les centres économiques. Il sera financé de la même façon par les gens et on espère que le public français, en particulier les lecteurs de votre journal, y contribueront! Nous vous tiendrons au courant quand la souscription débutera.

Tu viens d'achever une tournée de cinq projections-débats en France. Peux-tu nous en dire quelques mots?

Cette tournée a été organisée à l'initiative des travailleurs et des étudiants grecs de Paris, de Lyon, de Grenoble et par les collectifs contre la dette CAC de Toulouse et de Strasbourg. Nous avons effectué des projections du documentaire suivies de débats très intéressants. Le public était très intéressé par notre travail sur la question des



« Chaque nouveau prêt proposé à un pays endetté le rapproche de la soumission financière et politique aux diktats de la troïka »

DR

privatisations en Grèce comme en France. Des syndicalistes de plusieurs entreprises françaises privatisées sont intervenus pour expliquer les problèmes de privatisation dans ce pays. D'un point de vue plus général, la perception du public de l'Union européenne est en train de changer, en particulier dans les pays qui sont confrontés aux mêmes problèmes financiers que la Grèce dans le cadre de la zone euro. Je fais référence aux programmes de privatisations imposés par la troïka aux autres pays comme par exemple au Portugal. De plus, une partie des discussions a tourné autour de la situation en Grèce, les problèmes actuels de Chypre, la résistance sur place contre les chantages de la troïka. Chaque citoyen doit comprendre que nous sommes tous victimes de mêmes politiques et que chaque nouveau prêt proposé à un pays endetté, comme la Grèce, le Portugal, Chypre ou l'Irlande... rapproche ce pays de plus en plus de la soumission financière et politique aux diktats de la troïka. Cette situation risque de frapper le cœur de la zone euro et par conséquent la France peut aussi être concernée rapidement. Ainsi, la meilleure façon pour chaque citoyen est de se

soulever contre son propre gouvernement si celui-ci décide ce genre de politique.

Où en est la résistance du peuple grec aujourd'hui?

La population en Grèce ne fait pas face à une situation de crise mais plutôt à une situation de « guerre ». Je dis cela parce que depuis l'arrivée de la troïka et de ses politiques, l'espérance de vie a reculé de cinq ans dans le pays. Le PIB a diminué ces cinq dernières années de plus de 20%. De tels chiffres ont été enregistrés en Grèce seulement durant la Seconde Guerre mondiale et la Guerre civile. En ce moment, il n'y a pas de manifestation tous les jours comme il y en avait il y a deux ans par exemple. Mais de nouvelles mesures de régression seront adoptées par la troïka et le gouvernement et je pense, parce que je suis une personne optimiste, que la population résistera à nouveau de façon combative. Le moment venu, la solidarité internationale avec le peuple grec sera alors très importante.

1. <http://www.catastroika.com/indexfr.php> et <http://www.debtocracy.gr/indexen.html>



## OBAMA EN ISRAËL

# Rien de neuf sous le soleil impérial

Le 20 mars, Air Force One se posait à Tel Aviv, pour une visite d'Obama en Israël et dans les territoires palestiniens. Alors que certains attendaient des «gestes» de la part du Président des États-Unis, sa tournée proche-orientale n'a débouché sur rien de concret, sinon un soutien à peine dissimulé à Israël.

### Quand l'arbitre entraîne l'une des deux équipes

Depuis le début des années 90 et du soi-disant «processus de paix», les États-Unis aiment se présenter comme arbitre du conflit opposant Israël aux Palestiniens. Or si la superpuissance étatsunienne a bien contraint Israël, il y a plus de 20 ans, à entrer dans un «processus négocié» avec les Palestiniens, les exigences vis-à-vis des uns et des autres n'ont jamais été de la même nature, ce qu'a confirmé la visite d'Obama.

«Alliance indestructible»: tel était le nom de la visite présidentielle en Israël. Poignée de mains chaleureuse avec Benyamin Netanyahu, qui venait de nommer un gouvernement marqué par la présence inédite des colons et de l'extrême droite, conférence de presse à Jérusalem, dont le statut de capitale n'est pourtant reconnu par aucun État, visite sur la tombe de Theodor Herzl, père fondateur du sionisme... Obama a accumulé les gestes indiquant le soutien des États-Unis à son allié israélien. Aucune critique de la politique d'Israël n'a été formulée, Obama réaffirmant même le caractère «éternel» de l'alliance entre les deux pays. Surprenant? Pour quiconque n'a pas été illusionné par le discours du Caire en 2009, au cours duquel Obama, malgré un changement de ton par rapport à Bush, n'avait rien annoncé, le non-événement que représente sa visite au Proche-Orient n'est qu'une confirmation.

A-t-on oublié que, dès de sa première campagne, Obama déclarait qu'il reconnaissait la «sacro-sainte sécurité d'Israël» et qu'il lutterait «toujours pour soutenir le droit d'Israël à se

défendre à l'ONU et dans le monde entier»? A-t-on également oublié qu'en décembre 2012, quelques semaines après l'offensive meurtrière contre Gaza, les États-Unis

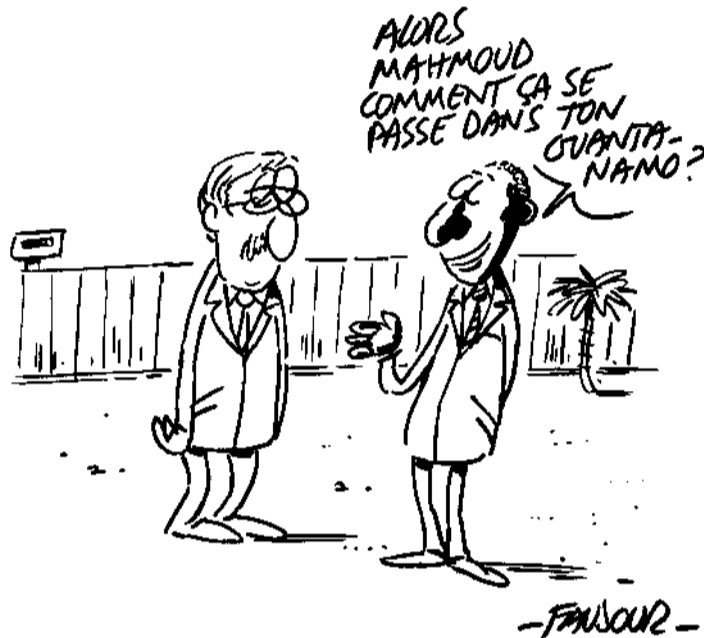
président des États-Unis qui a pourtant refusé de se rendre à Gaza et qui ne s'est pas privé d'adresser, lors de la conférence de presse commune, des reproches aux Palestiniens, les

risque. Malgré un rapprochement notable avec les Frères musulmans égyptiens, l'administration états-unienne considère toujours Israël comme son allié le plus fiable, et ceux qui prévoient des pressions sur Israël en sont pour leurs frais. Le soi-disant «processus de paix», quand bien même il rime avec spoliation, colonisation et répression, maintient une stabilité relative au Proche-Orient, principalement en raison de l'existence de l'Autorité palestinienne, appareil d'État palestinien chargé de redistribuer les aides internationales aux Palestiniens et de les réprimer en cas de velléités contestataires.

Il n'est guère surprenant que quelques jours après la visite d'Obama, l'État d'Israël ait décidé de se remettre à verser à l'Autorité palestinienne les taxes et droits de douane qu'il lui doit, afin de pouvoir permettre à l'appareil d'État de fonctionner et de rémunérer ses employés, notamment les forces de police. La direction de l'AP n'a, une fois de plus, rien obtenu de concret pour les Palestiniens. Elle a été humiliée par un président des États-Unis qui renvoie Abbas et les siens à leur place au sein du dispositif impérial au Proche-Orient: un supplétif de l'armée d'occupation. Pour nombre de Palestiniens qui n'ont pas hésité à manifester contre Obama, il s'agit de changer de logiciel: la solution ne viendra pas d'une soumission aux impérialismes, mais d'une reconstruction du rapport de forces contre Israël, passant par une rupture avec le Processus d'Oslo et par une reconfiguration des alliances, en phase avec les processus révolutionnaires en cours.

Julien Salingue

### OBAMA EN PALESTINE



s'engageaient à fournir pour près de 650 millions de dollars d'armes à Israël, en premier lieu des bombes et des missiles permettant de reconstituer le stock israélien et de préparer les prochains bombardements?

### L'Autorité palestinienne: l'indispensable caution?

En acceptant de recevoir pendant quelques heures Obama à Ramallah, Mahmoud Abbas a apporté l'indispensable caution palestinienne à un

enjoignant de renoncer à la violence et d'accepter de «négocier» avec Israël sans avoir aucune exigence, y compris au sujet de la colonisation continue des territoires palestiniens. En résumé: c'est aux Palestiniens, qui n'ont plus rien, de donner encore un peu plus.

Dans une région bouleversée par les processus révolutionnaires en cours depuis plus de deux ans, il est hors de question pour l'impérialisme étatsunien de prendre le moindre



Par Roseline Vachetta

## IL FAUT CHOISIR

Plus tribune que jamais lors du congrès du PG à Bordeaux, Mélenchon a multiplié les diatribes. Pense-t-il vraiment, comme il l'a dit dans un entretien à *Mediapart* il y a quelques jours au sujet de l'Italie, que la période est «pré-révolutionnaire et qu'il faut, dans cette période, que quelqu'un assume une fonction tribunitienne»?

Il veut «mettre du conflit partout». Chiche, mais comment? Il se veut «la mauvaise conscience» des socialistes et donc le premier opposant de Hollande, «leur surmoi» dit-il. Faire pression sur le gouvernement? C'est en deçà du ras-le-bol exprimé par la population, et pas une réponse à la hauteur des attaques que subissent aujourd'hui des millions de personnes ni à la hauteur des exigences des salariéEs en lutte à PSA ou ailleurs, ou des résistants contre l'Ayraultport! Eux parlent d'alternative politique et entrent en conflit pour des revendications incompatibles avec la politique de ce gouvernement. Ce qui est franchement inquiétant dans ce discours de Bordeaux, c'est ce mélange continu d'appels à la lutte sociale et de propos très républicains, quasiment nationalistes, tels «Moscovici, quelqu'un qui ne pense plus français mais dans la langue de la finance internationale», ou bien ce refus de sortir de l'euro pour que «l'euro de Merkel ne triomphe pas». Sans même parler de «l'internationalisme et la solidarité, cela c'est français»...

La lutte de classes, l'écosocialisme ne peuvent se limiter aux frontières de l'État et de la République. D'abord parce que cet État n'est pas neutre: ses institutions sont au service de la classe que nous combattons. C'est d'ailleurs pour cela que nous ne voulons pas les gérer. Ensuite parce que la gauche de combat est réellement internationaliste, pour défendre les intérêts communs des opprimés par delà d'inutiles frontières. Dans un contexte de mondialisation de la crise économique, écologique, politique, comment tenir un tel discours républicain? Quel est l'objectif: gouverner le pays, ou bien se mettre au service des mobilisations dans une perspective d'opposition de gauche résolue à ce gouvernement, de rupture avec cette République et de réelle alternative au système? Il devient urgent de choisir.

## CHYPRE Le peuple paye la note

Le mouvement populaire a finalement eu raison de la pire des mesures du premier plan européen pour Chypre: la taxation des petits dépôts bancaires. Néanmoins des lendemains très difficiles s'annoncent pour les Chypriotes. (Lire aussi page 5)

Selon le plan adopté dans la nuit du dimanche 24 mars, les deux principales banques chypriotes vont être restructurées et la banque Laiki (deuxième du pays) va fermer. Les détenteurs de comptes supérieurs à 100000 euros vont perdre au moins 40% de leurs avoirs: ce sont pour une large part des fraudeurs fiscaux, russes souvent. Mais des entreprises locales vont être touchées et la seule banque Laiki représente 8000 emplois. Chypre va connaître une récession majeure. Chypre s'inscrit dans la crise financière européenne globale, combinant crise de la dette et fragilité des banques tandis que la spéculation continue de faire rage. Les événements prennent la figure de crises nationales successives avec chacune leurs spécificités mais l'arrière-plan est le même. En Irlande, au Portugal, en Espagne, les peuples ont payé chèrement les crédits accordés. À la Grèce est imposée une austerité encore plus forte et devant

la charge écrasante que représentait la dette, elle a été partiellement effacée, obligeant les créanciers à mettre un peu la main à la poche.

### Le puits sans fond de la finance

Les banques chypriotes sont totalement disproportionnées par rapport au pays car elles se sont transformées en gigantesques lessiveuses à argent sale (notamment russe). Vu leur taille, l'État chypriote était bien en peine de les renflouer. L'Union européenne a trouvé la «solution» le 16 mars dernier: un prêt de 10 milliards d'euros accompagné d'une taxe sur tous les dépôts bancaires. Jusqu'à présent, l'argument pour sauver les banques était la sauvegarde des économies des particuliers. Maintenant, on sauve les banques (sans rien demander à leurs actionnaires) et on prend dans les économies (y compris dans les petits comptes)! C'est ce plan que la pression populaire a fait écarter. Certes, Chypre

est un paradis fiscal et un havre pour les capitaux sales mais c'était connu lors de son adhésion à l'Union européenne en 2004. Et il n'y a aucune raison de le faire payer aux petits déposants chypriotes. Mais le peuple chypriote n'a pu aller au-delà de cette première victoire. Avec le nouveau plan du 24 mars, les spéculateurs vont perdre un peu et les travailleurs chypriotes beaucoup. Les plus gros déposants ont déjà sans doute transféré ailleurs ce qu'ils ont pu et Chypre ne représentait qu'une partie de leurs placements. Il y a bien d'autres paradis bancaires! Au lieu de consacrer des fonds européens à la reconversion de l'économie pour sauver les emplois, les 10 milliards de crédits vont se perdre dans le puits sans fond de la finance. «L'Europe veut fermer le casino» titre *Libération* du lundi 25 mars. Quelle hypocrisie: une petite succursale ferme mais le business continue. Si on veut en finir avec l'argent sale et la fraude, il faut



MYRIANTHI LOIZOU

confisquer les avoirs des spéculateurs, socialiser les banques et mettre fin à la liberté de spéculation des capitaux. «Cela va prendre au moins dix ans pour retrouver notre niveau de vie» a déclaré lundi l'ancien gouverneur de la banque

centrale de Chypre. Il faudra bien d'autres mouvements populaires et des changements politiques majeurs pour imposer la fermeture totale du casino financier mondial.

Henri Wilno



## RYTHMES SCOLAIRES

## Ne pas perdre la guerre

Lundi 25 mars, le conseil de Paris a adopté un vœu afin que la réforme des rythmes scolaire soit mise en place dès septembre 2013, à 474 voix contre 69. Devant la mairie, près d'un enseignant sur deux en grève scandait avec colère l'abrogation du décret Peillon-Delanoé.

Un vote sans surprise, puisque EÉLV et PS avaient passé un accord concernant les futures municipales, afin d'obtenir une majorité. Lors du conseil, les deux groupes se sont entendus pour compter sur l'inventivité des enseignantEs lors de la mise en place de la réforme et ont félicité leur mobilisation qui aura permis que la mairie n'allonge pas la pause méridienne... Après quatre journées de grève, huit manifestations et quatre réunions publiques se déroulant au cours des mois de janvier, février et mars, les enseignantEs, non consultéEs, devront donc appliquer les directives horaires de la mairie de Paris. Alors que seulement 11% des communes rurales mettront en place la réforme à la rentrée prochaine, ce passage en force de la part de Delanoé est corrélé à son désir d'obtenir un «poste» au gouvernement. Les enfants sont en effet bien loin des préoccupations du ministre et du maire, car après réforme, leur temps de présence dans l'école ne diminuera pas.

Mais si la réforme n'améliore ni les conditions d'apprentissage des élèves ni les conditions de travail des enseignants, elle n'améliore pas non plus celles des personnels municipaux. En effet, les moyens sont insuffisants et non pérennes. L'embauche des animateurs et animatrices pour le périscolaire est d'un rapport de 1 pour 1412 enfants, sans certitude sur leur statut. L'accès au CDI annoncé pour 1 400 vacataires relève de l'application de la loi que la ville de Paris a jusque-là «négligé» de respecter. Donc pas de quoi pavoiser sur les moyens mis en place. Les personnels Asem (agents spécialisés des écoles maternelles) seront davantage présents auprès des enfants, au détriment des tâches d'entretien qui reviendront aux cantinières. À la question «les cantinières seront-elles volontaires?», Delanoé a répondu «sans doute oui». Belle démonstration de mépris.

## Contre le projet de loi, la grève!

La réforme des rythmes scolaires est un des premiers maillons du projet de loi sur la refondation de l'école. Le flou entretenu entre le projet éducatif territorial et le projet d'école est volontaire, marquant l'objectif du gouvernement de transférer une partie de ses missions et en conséquence de creuser davantage les inégalités territoriales, transfert qui se retrouve tout au long du projet de loi de refondation. C'est une des raisons de l'appel à la grève du jeudi 28 mars des fédérations CGT, FO, Solidaires et CNT. Bien que la FSU n'appelle pas à cette journée de mobilisation, quelques sections du SNUipp-FSU appellent à la grève.

La politique du gouvernement en matière éducative ne rompt pas avec les réformes du gouvernement précédent. Seul un tous ensemble pourra le faire reculer. Pour cela il est nécessaire de se réunir, de s'organiser et de faire pression sur les directions syndicales afin de démarrer un mouvement de grève nationale allant bien au-delà d'une simple journée d'action. Le 28 mars peut être le début de cette jonction entre l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale.

Nina Lehair

## POLEMIQUE SUR LES RYTHMES SCOLAIRES

CONGRÈS DU PG  
Révolution citoyenne et surenchère souverainiste

Le troisième congrès du Parti de gauche s'est tenu à Bordeaux du 22 au 24 mars. Il a réuni entre 700 et 800 déléguéEs et s'est achevé par un meeting de Mélenchon qui a rassemblé, selon la presse, entre 3 000 et 5 000 participantEs.

Un seul texte, intitulé «Osons!», était soumis au débat, «synthèse» de 26 pages produite par une «commission des débats et des propositions» qui aurait traité plus de 4 000 amendements... pour les ramener à 12, ne modifiant d'ailleurs en rien la logique du texte. Au cours du débat, une cinquantaine de déléguéEs ont pu prendre la parole. Ces interventions, censées porter sur les amendements, étaient la seule possibilité de sortir des clous. CertainEs ne s'en sont pas privéEs pour critiquer la méthode, proposer que le PG devienne un parti d'initiative pour le mouvement social au moment où les syndicats s'y refusent, etc. Ces interventions étaient par ailleurs entrecoupées de multiples séquences : sur les luttes ouvrières, avec présentation des représentations syndicales présentes et intervention d'un salarié d'Air France ; hommage à Chokri Belaid, avec intervention d'un dirigeant du Parti tunisien des patriotes et démocrates unis ; une présentation des délégations étrangères, etc. L'enthousiasme des déléguéEs



PHOTO THÉQUE ROUGE/JMB

répondant à ces interventions reléguait de fait le débat au second plan, noyant les critiques sous les applaudissements.

## Des dénonciations qui mènent à des impasses

Prolongement du fond politique de ce texte qui a été adopté à une forte majorité, les discours des principaux

dirigeants du PG – Delapierre, Billard, Coquerel, Mélenchon – ont marqué de fait une accentuation des côtés souverainistes, nationalistes déjà contenus dans le programme du PG. La lutte des classes y est certes affirmée comme une réalité sociale, mais uniquement comme décor. Les dénonciations les plus radicales et justifiées du système capitaliste se

heurtent à une logique qui les transforme en impasses aux relents populistes, nationalistes, antiallemands, accentués par la violence des propos. C'est ainsi que Moscovici et quelques autres sont traités de «salopards», qu'un nouveau concept fleurit, celui de «protectionnisme solidaire», que la «culture française» est glorifiée... Et si Mélenchon affirme ne pas prôner la sortie de l'euro, contrairement à ce qu'il avait laissé entendre à la presse quelques jours auparavant, c'est pour dénoncer «l'euro merkelien», manifestation selon lui de la domination que prétend faire régner l'Allemagne sur le reste des nations européennes...

La «stratégie» qui justifie cette évolution a été énoncée par un des orateurs : «courir plus vite que le Front national»... alors que se profile une perspective politique définie ainsi par le titre d'une des dernières parties du texte d'orientation : «2014, année électorale : des luttes aux urnes»... La «révolution citoyenne» est devenue le terrain d'une surenchère souverainiste. Mais ce congrès, c'était aussi un sentiment de fraternité, un accueil chaleureux de notre délégation du NPA, l'enthousiasme suscité par l'évocation des luttes des travailleurs et des peuples... Face à la démagogie dangereuse de la direction, c'est un encouragement à poursuivre un débat plus que jamais indispensable avec les militants, du PG comme de tout le mouvement social, pour défendre cette idée que la seule perspective pour une autre société, c'est la lutte des classes menée jusqu'au bout.

Daniel Minvielle

## UNIVERSITÉ ET RECHERCHE

## Construire la mobilisation

La manifestation parisienne de l'enseignement supérieur et de la recherche du 21 mars a rassemblé près d'un millier de personnels, d'enseignantEs et d'étudiantEs. Les assemblées générales ont rarement dépassé la centaine, à l'exception de Paris 8 Saint-Denis, avec près de deux cents personnes. Des AG ont encore lieu cette semaine presque partout en France.

Si la mobilisation peine à démarrer, la colère existe contre le projet de loi Fioraso et ses conséquences : autonomie renforcée pour la conception des diplômes (seuls 50% de leurs contenus seront cadrés nationalement), adaptation des enseignements aux besoins du «bassin d'emplois local», soumission de la recherche aux exigences des entreprises...

Le 18 mars, l'annonce d'une diminution de 100 millions d'euros du budget de l'Enseignement supérieur est la cerise sur le gâteau. Même l'Unef, qui joue depuis des semaines le rôle de courroie de

transmission du gouvernement, voire de briseuse de grève, est désormais obligée de critiquer, du bout des lèvres, cette mesure.

## De la maternelle à l'université

Les directions syndicales de salariéEs ne sont guère plus conséquentes face aux attaques. Elles n'ont jusqu'à présent lancé aucun appel national à la grève. Pourtant, les conditions existent pour un mouvement allant de la maternelle à l'université, contre l'austérité et le démantèlement de l'éducation. C'est la tâche que se fixent des équipes

combatives dans les universités, en tentant de déclencher des luttes locales sur les questions de budget, d'attaques contre les modalités d'examen, de fermetures de cours, etc. Les dates existantes dans l'éducation, notamment le 28 mars, sont des points d'appui pour aller vers la convergence. Si le calendrier est serré, certaines faces commençant leurs examens de fin d'année dès la mi-avril, ces mobilisations permettent au moins de constituer des équipes militantes et d'emmagasiner des forces pour la rentrée prochaine.

Jean-Baptiste Krebs et Jean-Baptiste Pelé

## ÉLECTIONS DANS L'OISE

## Ne pas se tromper de colère

La récente législative partielle dans la deuxième circonscription de l'Oise exprime un vote sanction contre la politique du gouvernement mais constitue un sérieux avertissement.

Le 17 juin 2012, dans une circonscription traditionnellement à droite, Mancel (UMP) est élu à l'issue d'une triangulaire avec le PS et le FN. 60 voix le séparent du PS avec une participation de 59,75%. Le Conseil constitutionnel a invalidé cette élection, au motif que le candidat UMP a sorti un tract mettant en cause l'action de la candidate du PS sans qu'elle puisse avoir le temps d'y répondre.

## Le vote sanction

Le 17 mars dernier, on a donc revoté et le PS a été éliminé dès le premier tour. Les électeurs

ont boudé les urnes : seuls 1/3 d'entre eux s'y sont rendus... Cette abstention place le FN en deuxième position avec 26,58% des voix, même si le FN a perdu 4 285 voix par rapport à l'élection précédente de juin 2012. L'UMP fait 40,61%, mais perd 5 492 voix. Le PS s'est véritablement effondré, perdant 9 315 voix, soit une perte de 61% de ses votants, près des 2/3... Leçons du premier tour : une forte abstention montrant une défiance des électeurs ; un électoral socialiste qui a sanctionné la politique du gouvernement ; et une augmentation en pourcentage du FN. Pour le second tour, le 24 mars, l'abstention



PHOTO THÉQUE ROUGE/MILO

a encore été importante : 64,7%. Face au FN, Mancel est élu avec 13 858 voix (51,41%), mais le FN est à 48,59% avec 13 190 voix. Un niveau jamais atteint qui exprime un mécontentement populaire, complètement dévoyé par le FN. Il est urgent de montrer que d'autres politiques sont possibles : reprendre le chemin des luttes et se battre pour la construction d'une opposition de gauche à ce gouvernement, contre le Medef, la droite et l'extrême droite, un danger mortel.

Correspondante



## BULGARIE Tensions « électriques »

Plusieurs semaines de mobilisations populaires dans une quarantaine de villes de Bulgarie ont eu raison du Premier ministre de droite Boïko Borissov qui a donné sa démission le 20 février. La hausse de la facture d'électricité a fait déborder le vase, dans un contexte de chômage de près de 28% de jeunes (et 12% en moyenne, sous-estimé par un fort exil), d'appauvrissement massif et de corruption ravageant tous les partis politiques depuis 1990: il s'agit d'une crise profonde.

Le 3 mars, Plamen Goranov mourait à Varna à 36 ans. Il s'était immolé le 20 février en signe de protestation politique contre la corruption des autorités de la ville, devenant un symbole pour les manifestants de tout le pays. Depuis un mois, on a dénombré sept actes d'immolation entraînant la mort de quatre personnes - toutes dénonçant la pauvreté, le chômage, l'impossibilité de nourrir une famille, la corruption.

### Du rejet des monopoles privés aux contestations politiques

La colère populaire s'est d'abord déchaînée contre les compagnies de distribution d'électricité - notamment la CEZ tchèque et l'autrichienne Energo-Pro qui détiennent depuis 2004 l'exclusivité de la fourniture d'électricité dans certaines régions. Alors que le salaire moyen en monnaie bulgare indexée sur l'euro (Lev) représente environ 360 euros, des factures même modestes peuvent être proches de 80 euros, près de la moitié d'une pension. Dans les quartiers déshérités, à la périphérie de la capitale bulgare, les habitants apprennent à trafiquer les compteurs et interrupteurs pour capter l'électricité de leurs voisins, faute de pouvoir payer les factures. Les compagnies d'électricité évaluent à 15% ce type de « pertes ». Les manifestations de février exigeaient notamment un moratoire sur les factures d'électricité, la remise en cause des monopoles privés dominant le secteur énergétique et la renationalisation des compagnies. Rapidement les protestations se sont

tournées contre le gouvernement et ont obtenu sa chute. Mais les mobilisations quotidiennes ont continué, et début mars, à Sofia comme à Varna, quelques milliers de manifestants ont cherché à bloquer la gare pour s'opposer à la privatisation du fret de la société de chemins de fer bulgare (BDZ), décidée

Rossen Plevniev a avancé la date des élections et fini par former un gouvernement intérimaire présenté comme « technique », mais doté de plusieurs ministres issus du gouvernement destitué. Il a pour tâche de conduire le pays jusqu'aux législatives anticipées du 12 mai.

l'endettement. Autrefois membre de la police « communiste », Boïko Borissov est devenu Premier ministre en 2009 quand une récession d'environ 6% a frappé le pays comme presque tous ceux de la région.

Face à la crise grecque de 2010, les partis de droite en Europe de l'Est se sont vantés d'être « rigoureux » contrairement aux « socialistes grecs »: après une récession de quelque 6% en 2009, la Bulgarie avait en 2011 un déficit budgétaire de 2,1% du PIB et une dette publique inférieure à 20% du PIB, bien en dessous des « normes ». Derrière cette apparente modération a eu lieu sur toute la décennie 2000 la plus forte baisse d'impôts directs de toute l'UE. L'équilibre budgétaire impliquait donc une réduction drastique des dépenses publiques: gel des salaires et des retraites dans le secteur public, et plus de 600 000 ménages bulgares vivant avec moins de cent euros par mois et par personne...

Les élections de mai connaîtront sans doute une abstention massive, effet de plus de vingt-cinq années d'alternances électorales sans alternatives, les ex-communistes devenus Parti socialiste de Bulgarie (PSB) en 1990 appliquant les mêmes politiques que la droite. Au même moment se tiendra à Zagreb le second Forum social balkanique résistant à la fois aux impasses nationalistes et à une Union européenne socialement désastreuse!

Catherine Samary

1. [http://www.europe-solidaire.org/spip.php?page=article\\_impréid\\_article=26850](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?page=article_impréid_article=26850)



Manifestation à Sofia le 17 février. REUTERS/TSVETELINA BELUTOVA

par le gouvernement Borissov. Dans les assemblées ou les cortèges, on a aussi vu s'exprimer l'exigence d'une modification de la Constitution pour permettre le contrôle des députés, accompagnée de la dénonciation des « Mafia ».

### Une rigueur zélée mais explosive

Aucun parti n'étant prêt à affronter la colère populaire, le Président

L'actuel parti de droite au pouvoir, le GERB (Citoyens pour le développement européen de la Bulgarie) a été créé en 2006 par Boïko Borissov, alors maire de Sofia. C'était une période de croissance euphorique basée sur une baisse radicale des impôts pour attirer les IDE (investissements directs étrangers), avec plus de 80% des nouvelles banques privées sous capital étranger, favorisant ainsi

## CHYPRE Pris dans l'étau

Sous le feu de la Troïka et des ministres des finances européens, Chypre a été bradée au nom de la finance. Mais à Nicosie la mèche est allumée. (Lire aussi page 3)



Chypre, petite île de la Méditerranée, colonie britannique jusqu'au 1960, divisée en deux depuis l'invasion turque en 1974, ne dépasse pas 1 million d'habitants. Son secteur bancaire ne constitue qu'un pourcentage infime de celui de l'Union européenne (0.2%). Par sa position géographique, Chypre présente aussi un intérêt stratégique pour tout ce qui se passe au Proche

et au Moyen Orient. Ce n'est pas un hasard si, 53 ans après l'indépendance de Chypre, les bases militaires de « sa majesté » sont toujours là. Elles ont été utilisées pour faire la guerre contre l'Irak ou la Libye. L'Otan est bel et bien présent à Chypre, ainsi que les Russes avec leurs investissements et leurs intérêts propres... L'enjeu est enfin de faire main basse sur les richesses naturelles de l'île: du gaz naturel

découvert dans la mer de Chypre. Une richesse que personne ne peut refuser: ni la Troïka, ni la Russie, ni Israël, ni la Turquie...

### Un nouveau gouvernement au service de la finance

Déjà en 2004, en laissant la partie chypriote turque hors de l'Union, l'Europe avait démontré que les peuples étaient le dernier de ses soucis. Et l'entrée dans l'Union européenne a été catastrophique pour une grande partie des Chypriotes: destruction des petits éleveurs, agriculteurs, artisans, augmentation du chômage (à 20%)... Aujourd'hui, dans cette période de crise financière, en s'appuyant sur l'arrivée au pouvoir depuis un mois du nouveau président de droite Nicos Anastasiades, la Troïka a osé ce qui n'a pas été encore imposée ailleurs. Depuis dix jours, la situation est particulièrement dramatique pour la grande majorité des Chypriotes. Mais dès l'annonce du Memorandum, le peuple chypriote a montré que d'autres solutions sont possibles. Par ses mobilisations, il a obligé le Parlement à voter contre les mesures dictatoriales de la Troïka. Pas un seul député, même

ceux de droite, n'a osé voter pour les politiques d'austérité que voulaient imposer les classes dirigeantes européennes. Toutefois, mais cela n'a pas été suffisant. Avec arrogance et cynisme, la Troïka a poursuivi son chantage et ses pressions inadmissibles pour que son projet soit accepté.

### Nous sommes tous des Chypriotes!

Le gouvernement chypriote s'est bercé d'illusions en pensant trouver des solutions alternatives du côté de la Russie. Devant l'impasse des négociations à Moscou, le Parlement chypriote a voté le vendredi 22 mars une série de mesures antipopulaires dont une assez révélatrice renforçant les pouvoirs de la Banque centrale au détriment du pouvoir politique. À l'annonce des dernières mesures prise par l'Eurogroupe le lundi 25 mars, mesures dont l'application ne nécessite plus le vote du Parlement, les mobilisations des travailleurs, surtout du secteur bancaire, se poursuivent à Chypre. Les gouvernements européens essayent de nous convaincre que les mesures d'austérité constituent la seule issue. Aucune solution juste ne peut être trouvée dans le cadre de l'Eurogroupe et du diktat de la Troïka. La solidarité avec le peuple chypriote et tous les peuples en lutte doit se traduire par une généralisation des résistances européennes, seule chose qui rend possible l'émergence d'une alternative.

Correspondante

## SYRIE Armer la résistance populaire

70 000 morts, des villes « libérées » bombardées par l'aviation et des SCUD, 4 millions de déplacés et un million de réfugiés: la situation est d'autant plus dramatique que la capacité de destruction de la dictature reste immense...

L'aide promise par les pays « amis » du peuple syrien est minime au regard de celle, importante, du Qatar et de l'Arabie saoudite aux islamistes qui tentent de transformer la révolution en conflit « confessionnel ». Cette tentative initiée par le régime a échoué grâce à la majorité du mouvement révolutionnaire et de l'Armée syrienne libre (ASL) qui dénonce le manque de moyens militaires et financiers. Survient la déclaration des gouvernements français et britannique en faveur de l'armement de l'opposition armée non djihadiste. L'UE n'a pas encore suivi cette demande qui a déclenché un tollé dans la gauche. Les motivations de ces gouvernements ont évidemment peu à voir avec des considérants humanistes...

### Contre l'ingérence

La résistance a besoin d'armes antiaériennes et antichars pour renverser la dictature en temps et coûts humains moindres, mais elle refuse aussi toute intervention ou ingérence. Pour preuve, les déclarations des 21-22 mars de Moaz Alkhatib, président démissionnaire de la coalition nationale soutenue par les pays occidentaux, l'Arabie saoudite et le Qatar, reflètent cette volonté d'indépendance à laquelle nul - excepté les djihadistes - n'ose déroger: « Des puissances étrangères financent et utilisent les groupes extrémistes dans un objectif contraire aux intérêts de notre pays ». « Que la Russie et les USA cessent d'interférer dans les affaires intérieures des Syriens » car ils « ne sont pas un terrain d'expérimentation ». Il a appelé les « États qui soutiennent les terroristes avec des millions de dollars à retirer ces groupes du pays ». L'aide militaire inconditionnelle aux résistants démocrates et laïques, la majorité, est nécessaire pour une issue progressiste rapide de la révolution. N'oublions pas que le refus du gouvernement Blum d'armer les républicains pendant la guerre civile en Espagne de 36-39 a eu comme conséquence 400 000 morts et une dictature féroce du « caudillo », de même envers les combattants communistes pendant la guerre civile en Grèce qui a abouti à la dictature des généraux et 150 000 morts. Alors oui à l'armement inconditionnel des forces progressistes et démocratiques.

Ghayath Naisse

PHOTO THÉQUE ROUGE/MILO





**L**undi 18 mars, une «caravane» de sans-papiers accompagnés de leurs soutiens a quitté Paris, direction le Forum social mondial de Tunis. L'idée était de traverser un certain nombre de frontières européennes, avant de prendre un bateau à Gênes pour la Tunisie. Les sans-papiers devaient participer aux débats et discussions sur les questions de migration, de liberté d'installation et de circulation, et, plus largement, sur les exigences qu'impliquent le droit à la dignité, mot clef du FSM 2013.



**A**près la marche européenne de 2012, où, pour la première fois, des sans-papiers et migrants avaient traversé six pays et neuf frontières afin de dénoncer le régime migratoire européen et l'Europe forteresse, le défi était plus important encore cette année.

Repousser plus loin les limites, plus loin les frontières : un défi immense lancé à l'Europe et à sa machine sécuritaire. Immense, mais à la hauteur des attaques qui se font de plus en plus violentes envers les migrants et les sans-papiers, à la fois par le racisme des États qui organisent sans relâche la chasse aux sans-papiers sur leur territoire, et par un contrôle des frontières extérieures toujours plus inhumain.

**Briser le mur du racisme**

Mais si le combat des sans-papiers est dirigé contre les murs très réels dressés à nos frontières, il est aussi un combat contre un mur tout aussi puissant, bien qu'immatériel : le mur idéologique

du racisme, dont un des fondements dans sa construction «moderne» est l'idée, maintenant devenue lieu commun, que l'immigration est un «problème» qu'il faudrait combattre, sinon «régler». Et à ce mur qui semble se renforcer de jour en jour, le PS n'hésite pas à ajouter ses propres pierres – la chasse ininterrompue aux sans-papiers, le mépris le plus détestable qu'il ne cesse de manifester envers la lutte et les revendications des sans-papiers et de leurs organisations, la répression des populations roms... sont autant d'apports à l'édifice raciste qui se fait de jour en jour plus menaçant.

À cela, les sans-papiers ont répondu par l'action collective et le courage, qui leur auront permis d'arriver jusqu'en Tunisie. S'ils n'ont finalement pas pu franchir la frontière et entrer sur le territoire tunisien, ils ont réussi à traverser la Méditerranée, et cela témoigne déjà d'un rapport de forces existant. Preuve en est d'ailleurs la manière dont ils se sont fait refouler à l'arrivée en Tunisie, aucun gouvernement n'ayant officiellement voulu en prendre la responsabilité.

Mais ce rapport de forces est encore trop faible. Pour obtenir la liberté de circulation et faire tomber la frontière du racisme qui menace notre avenir à tous, il lui faudra se renforcer bien davantage. C'est bien ce message que nous font passer les sans-papiers dans leur défi lancé aux frontières, aux machines sécuritaires, au racisme institutionnalisé.

**Solène Brun**

# Avec la caravane CONTRE LE RACISME



## Tranches de caravane

**Jamila Ben Hamar est algérienne.** C'est la vedette du film de la marche Paris-Nice des sans-papiers. Celle qui marchait toujours en tête et disait sans cesse «Courage ! courage !». Elle a eu les papiers sept mois après la marche. Elle est là comme soutien, par solidarité. C'est important et elle est contente d'être là, avec le collectif. Elle est surtout contente pour eux !

**Dembele Bakari est malien (de Kayes).** Il a déjà fait la marche européenne. Arrivé en France en 1995, il a deux enfants au Mali. Il dit qu'il fait la caravane pour avoir des papiers, pour pouvoir travailler et aider sa famille. Aller à Tunis ne lui fait pas peur.

**Raja Hamed vient du Bengale.** Arrivé en France en 2003, il a travaillé pendant 17 mois dans une entreprise avec des fiches de paie, mais l'entreprise a été contrôlée et tout a été foutu. Il est venu pour des raisons politiques, mais l'asile politique lui a été refusé. Pourtant, il est venu en France parce que «c'est le pays de l'humanité». Il participe à la caravane pour avoir des papiers mais n'ira pas jusqu'à Tunis parce qu'il a bien trop peur d'être renvoyé dans son pays.

« Bonne chance dans votre lutte. Je vous envoie la plus profonde solidarité des organisations antiracistes et anticarcérales avec lesquelles je travaille aux États-Unis. Nous vous remercions pour votre travail dans ce qui constitue le plus important mouvement pour les droits civiques de la période. Les droits des migrants – les droits des sans-papiers en France et aux États-Unis – doivent être défendus par toutes celles et tous ceux qui croient dans la justice, l'égalité et la liberté »

ANGELA DAVIS

## «La lutte permet d'évacuer la peur»

Interview de Anzoumane Sissoko, membre de la caravane, porte-parole de la coalition internationale des sans-papiers et migrants et coordinateur de la CSP 75.



**Quels étaient les objectifs de la caravane ?**  
Franchir la mer avec les sans-papiers et revenir ! Après avoir réussi la marche nationale puis européenne, la prochaine étape ne pouvait être que de passer d'un continent à un autre pour bouger les lignes. Dans certains pays, comme en Suisse ou en Allemagne, les sans-papiers ne peuvent même pas bouger à l'intérieur de leur département. C'était le cas en France avant Saint-Bernard. Depuis 17 ans, grâce à notre lutte, on peut bouger sur tout le territoire. Maintenant, il est temps de s'attaquer aux frontières extérieures, ce qui va d'ailleurs dans le sens de ceux qui ont organisé le FSM.

**Que s'est-il passé aux frontières ?**  
Jusqu'ici on n'avait pas de difficultés. À Gênes ce qui s'est passé est normal. On a

présenté nos passeports, ils nous ont demandé si nous étions en situation régulière. On a dit «non !». «Si vous partez, vous risquez d'être refoulés au retour». Pour moi c'est normal : la police ne peut pas dire autre chose. On a expliqué nos démarches devant le gouvernement italien et Frontex. On a fait tout le nécessaire. Il ne s'agit pas d'une expulsion mais d'un trajet dans le cadre d'une manifestation mondiale et chacunE a le droit de s'y rendre. À la frontière, tous les Africains ont eu un cachet de sortie, ils doivent pouvoir revenir légalement puisqu'ils sont sortis légalement.

**Les sans-papiers sont-ils conscients du danger qu'ils courent ?**

Oui. Mais la lutte permet d'évacuer la peur. Il ne faut pas cultiver la peur dans la tête des gens. Des criminels sont en liberté et on aurait peur d'aller au FSM ? Si on est bloqués, la situation se déblocuera !

**Est-ce que c'est un échec d'être refoulé ?**

Ce n'est pas un échec. Cette fois, nous avons réussi à traverser la Méditerranée. La prochaine fois nous passerons. Ce qui est un comble, c'est que notre problème, celui des migrants et de la liberté de circulation est au cœur de ce Forum social mondial et qu'il se tiendra sans les sans-papiers. Mon sentiment d'ailleurs, c'est que nous n'avons pas été soutenus par les organisateurs. Mais nous reviendrons !

**Propos recueillis par Martine Tessard**

### La caravane refoulée à l'entrée de la Tunisie

Les sans-papiers ont été refoulés à leur arrivée en Tunisie. D'un côté, les autorités tunisiennes ont annoncé que les sans-papiers pouvaient entrer dans le pays mais que les règles internationales imposaient de les expulser dans les quatre jours. De l'autre, le capitaine du bateau, qui devait les ramener après le FSM, a annoncé qu'il ne le ferait finalement pas, les autorités italiennes lui imposant une amende de 2000 euros par sans-papier. Les sans-papiers ont donc choisi la seule voie leur garantissant le retour : être immédiatement refoulés par la police tunisienne, ce qui a obligé le bateau les ayant amenés à les ramener.



**Lundi 18** Arrivée de la Caravane à Lille. Les 40 sans-papiers et soutiens, accueillis par la CSP 59, rejoignent Tourcoing pour manifester et rencontrer à la bourse du travail les syndicalistes de Tourcoing et de Roubaix. Ils sont hébergés pour la nuit dans les locaux de la CGT.



**Mardi 19** Retour à Lille. Rassemblement festif devant la préfecture et manifestation jusqu'à la mairie où une délégation est reçue par le chef de cabinet de Martine Aubry. La FSU accueille les sans-papiers pour la nuit dans ses locaux de Villeneuve-d'Ascq.



**Mercredi 20** Bruxelles. Manifestation devant l'OIM (Organisation internationale des migrations) et le Conseil de l'Europe pour dénoncer Frontex et informer les institutions européennes de la traversée de l'Europe et de la Méditerranée par la caravane.



# e des sans-papiers: LES FRONTIÈRES SME

Dossier réalisé par la commission migrations-antiracisme du NPA.

Photos Martine Tessard



“ Cette caravane est la caravane de la dignité ”

MONSEIGNEUR GAILLOT

(intervention au rassemblement en soutien à la caravane à Paris le mercredi 20 mars)

## Des frontières de plus en plus hautes...

Les politiques de contrôle de l'immigration n'ont pas toujours existé. C'est Valéry Giscard d'Estaing qui les met le premier en place en 1974. Cependant de tout temps les États ont cherché à contrôler leur démographie en fonction des besoins des classes possédantes.

À la sortie de la Seconde Guerre mondiale, l'industrie française connaît un fort besoin de main-d'œuvre bon marché, afin de reconstruire son appareil productif et de rattraper son retard face aux États-Unis. L'État organise alors l'immigration de millions de travailleurEs étrangerEs, s'appuyant sur son empire colonial. L'immigration n'est pas seulement encouragée par des politiques d'accès facilité, elle est aussi parfois imposée par la force.

Durant les années 1950 et 1960, la France signe des accords avec l'Espagne et le Portugal puis ses anciennes colonies et protectorats (Maghreb et Afrique occidentale), afin de garantir un flux constant de main-d'œuvre entrante. Les deux tiers de ces immigréEs travaillent dans l'industrie lourde et le bâtiment, et ont le statut d'ouvrierEs non qualifiéEs. La majorité des femmes sont employées dans les services et dans la confection. TouTEs sont surexploitéEs et logent dans des conditions souvent insalubres : les bidonvilles pullulent à la périphérie des grandes villes. De 1946 à 1977, 2,5 millions d'immigréEs furent ainsi régulariséEs pour les besoins de la production nationale. Le « problème de l'immigration » était alors loin d'exister.

### Avec la crise, le durcissement

Dans les années 1970, l'entrée en récession change la donne. En 1974, l'État suspend l'entrée des travailleurEs étrangerEs et incite au retour volontaire avec des primes de retour. On pratique des retours forcés massifs de la main-d'œuvre immigrée africaine. Ces politiques s'appuient sur le renforcement de la domination impérialiste, par le financement des tyrans d'Afrique du Nord afin d'intercepter les migrantEs en route pour l'Europe. Les garde-frontières algériens sont sommés de tirer sur les exiléEs et la torture d'immigréEs clandestinEs est quotidienne dans les prisons de Khadafi. Sur le territoire français aussi l'appareil répressif se durcit. Les centres de rétention sont officialisés en 1980, après plusieurs années d'existence illégale.

Avec Schengen en 1985, symbole de la liberté de circulation sur la zone européenne, les dispositifs de contrôle d'immigration se durcissent à l'extérieur des frontières européennes. Des techniques de contrôle de plus en plus sophistiquées apparaissent (radars, rayons X, détecteurs CO2, battements cardiaques, etc.). Cela pousse les migrantEs à prendre toujours plus de risques afin de traverser les murs de la « forteresse Europe ». À l'activité de contrôle aux frontières (mur répressif), une nouvelle dimension apparaît : la surveillance (mur sécuritaire). Il s'agit d'anticiper les possibles déplacements et de les empêcher en amont de l'arrivée sur le territoire. Afin de coordonner leurs actions, les différentes polices européennes mettent en commun leurs données sur l'immigration. Les frontières deviennent un laboratoire de la société sécuritaire et une véritable manne pour les industries des hautes technologies de la surveillance (Thalès, EADS, BAE Systems, etc.). Ces entreprises bénéficient pour cela de financements massifs via les programmes de recherche européens ou bien les crédits d'impôt recherche en France.

### Surveiller et contrôler

Le dernier délire sécuritaire européen en matière de répression de l'immigration est Frontex, agence en charge des frontières extérieures de l'Union européenne depuis 2004. Celle-ci entérine les pratiques des États et les amplifie avec ses budgets monstres qui ont explosé depuis sa création. Elle impose des accords confidentiels aux pays de

provenance, afin de coordonner ses activités de contrôle jusque dans leurs eaux territoriales (et à terme au sein même de leur territoire).

Cet accroissement de la domination impérialiste se retrouve dans le cas libyen où Bruxelles a exigé la continuation des accords de contrôle de l'immigration de Khadafi comme préalable à la reconnaissance du Conseil national de transition. Frontex se définit elle-même comme une « agence de renseignement ». Sur les territoires du Sud, dans les aires maritimes et en Europe, elle organise la traque aux immigréEs de manière scientifique par tous les moyens dont elle dispose (technologies sécuritaires, interrogatoires des migrantEs interceptéEs, statistiques et modélisations, etc). Les murs des frontières se doublent donc d'un réseau de surveillance quadrillant la moindre parcelle de terrain allant des pays d'origine au territoire européen.

### Des politiques racistes

Mine d'or pour certainEs, l'amplification du contrôle de l'immigration est un désastre humanitaire. 20 000 personnes sont mortes depuis 1988 en tentant de franchir les frontières européennes. La « mondialisation » est marquée par une limitation croissante de la circulation d'êtres humains du Sud vers le Nord, alors que la circulation des capitaux est renforcée dans l'autre sens (endettement des pays du Sud, renforcement du pillage de leurs ressources). Aujourd'hui, 400 000 personnes sont en « situation irrégulière » en France, dans la précarité extrême et sous la menace permanente de la répression policière et des reconduites aux frontières.

Une autre conséquence du contrôle de l'immigration est la montée du racisme, sur fond de chômage massif. Or ce ne sont pas les immigréEs qui sont les responsables de la hausse du chômage mais bien la crise du système capitaliste. Le racisme détourne les victimes de ce système des vrais responsables de leur misère et les divise entre eux. Lorsqu'ils fuient leurs pays d'origine, périssent en mer, ou subissent la répression de la police de Sarko-Valls-Hortefeux pour subvenir aux besoins de leur famille restée au pays, les immigréEs sont victimes d'un capitalisme impérialiste qui les ronge et les exploite jusqu'à l'os, comme il le fait de la majorité de l'humanité. Alors face aux racistes et aux fachos qui accusent les immigréEs des conséquences de la crise, pas de quartier!

Sylvain Di Manno



**Mercredi 20** Paris. Rassemblement au siège du PS à Solférino. Malgré les 200 manifestantEs et la présence de nombreux soutiens dont Mgr Gaillot, le PS refuse de recevoir une délégation. Sous pression, la mairie de Paris met tout de même le gymnase des Invalides à disposition pour la nuit.



**JeuDi 21** Valence. La caravane participe à une conférence de presse et rencontre les collectifs locaux de sans-papiers.

**Vendredi 22** Milan. La fédération ARCI organise une rencontre-débat et l'hébergement de la caravane.



**Samedi 23** Gènes. Embarquement en bateau pour Tunis. Mieux que les frontières, les sans-papiers vont traverser les continents.

**Dimanche 24** Port de Tunis, la caravane, à peine débarquée et à quelques pas du FSM, se voit refoulée.



MANIFESTATION À VIRE

## Défendre les maternités et l'hôpital

Saint-Antoine, La Seyne-sur-Mer, Marie-Galante, Vire... Malgré le « changement » gouvernemental, les fermetures de maternités se poursuivent, dans le cadre de la loi Bachelot toujours en vigueur.

En donnant à la mobilisation du samedi 23 mars à Vire une dimension nationale, la Coordination nationale des comités de défense des maternités et hôpitaux de proximité, qui coorganise l'action avec le Collectif « Touche pas à ma santé, à mon hosto », et la CGT de l'hôpital de Vire, a voulu montrer où se situe l'enjeu : non pas dans la décision individuelle du directeur de l'Agence régionale de santé, mais dans une politique cohérente de restructurations, et d'attaques contre l'hôpital et les maternités publiques.

### Point de convergence

Avec plus de vingt comités locaux (dont celui de Marie-Galante aux Antilles) qui ouvraient la marche, la Coordination nationale constituait le plus gros cortège de cette manifestation dynamique qui a réuni 500 personnes. Une forte délégation de Sud santé-sociaux, et des cortèges de la CGT de la région étaient également présents. La participation locale était par contre nettement plus réduite que lors des manifestations de 2012, la tactique d'usure de l'ARS consistant à souffler le chaud et le froid afin de démobiliser ayant produit ses effets.

Les camarades du NPA du Calvados, de la Manche et de l'Orne étaient présents. Ils ont distribué la déclaration de Christine Poupin, Philippe Poutou et Olivier Besancenot qui ne pouvaient être présents, et leur message de solidarité fut lu lors de la soirée.

D'autres mobilisations seront nécessaires pour faire revenir le directeur de l'Agence régionale de santé sur sa décision de fermeture de notre maternité de proximité. Une maternité pourtant indispensable aux femmes de ce territoire.

Correspondant

DR



## MALI Crise politique et humanitaire

Un an après la chute du président malien Amadou Toumani Touré, la situation reste difficile au Mali. Dans la région nord du pays, le pouvoir de nuisance des djihadistes reste important.

Si une partie s'est retranchée dans le massif montagneux des Ifoghas et défend pied à pied ses bastions, d'autres se sont éparpillés dans le nord du pays, et mènent une lutte de harcèlement et d'attentats qui oblige la France et les forces militaires africaines de la MISMA à maintenir des troupes dans les villes importantes de la région. Le dernier attentat doublé d'une tentative d'intrusion d'une dizaine de combattants qui a eu lieu à Tombouctou, témoigne de leur possibilité de déplacement et de leur capacité à garder une partie de leur arsenal. Cette stratégie ne fait qu'augmenter la tension qui existe entre les différentes communautés et les exactions de l'armée malienne sur les civils touaregs ou arabes, et empêche les réfugiés et les déplacés internes de rejoindre leur villes et villages. La situation humanitaire reste extrêmement préoccupante avec une menace de crise alimentaire liée à l'impossibilité pour beaucoup de paysans de semer, et une grande partie des éleveurs ont vendu leur troupeau pour fuir. De plus l'approvisionnement provenant du sud du pays ou de l'Algérie reste problématique et provoque une flambée des prix des produits de première nécessité, d'autant que l'Appel global pour le Mali (Consolidated Appeal Process, CAP) lancé par les Nations unies et de nombreuses ONG n'est actuellement financé qu'à 17%. Visiblement il est plus facile de trouver de l'argent pour la guerre que pour aider à satisfaire les besoins sociaux des populations.

### Les maliens doivent décider eux-mêmes

La France dans ce cadre essaie de préparer sa sortie qui s'ordonne autour de deux axes. Au niveau militaire, Paris travaille à l'envoi des troupes sous couvert de l'Onu, ce qui permettrait d'élargir le nombre de pays partie prenante de cette opération et transférerait les coûts militaires sur les Nations unies. Une telle option pérenniserait une présence militaire dans le nord du pays.



Marché de Gao le 2 mars, 9 jours après qu'il ait été détruit lors d'un affrontement entre les islamistes et l'armée française. REUTERS/JOE PENNEY

Ce projet impliquerait cependant le maintien d'une partie des troupes d'élite françaises. Au niveau politique, le Quai d'Orsay a lourdement insisté pour que des élections générales puissent rapidement se tenir. Cette précipitation n'a pas pour but d'octroyer la possibilité aux Maliens de décider du sort de leur pays, mais d'offrir au plus vite une légitimité à un gouvernement intérimaire qui en manque cruellement. Ces élections devraient se tenir en juillet, malgré la désorganisation du pays surtout dans la région du nord où les fonctionnaires n'ont pas tous rejoint leur poste. La question des listes électorales n'est pas réglée, ni celle des réfugiés et des déplacés.

Dans un pays où la classe dirigeante a une longue tradition de fraudes électorales, les résultats ne feront qu'entériner la présence au pouvoir des anciens du gouvernement, les mêmes qui précisément ont plongé le Mali dans la faillite. Au contraire, les défis rencontrés par le Mali, sur les questions de refondation politique, le contrôle des dirigeants, les réponses aux besoins sociaux, l'organisation de la société avec les différentes communautés, nécessiteraient un large débat national qui puisse déboucher sur des propositions et des réformes largement partagées et mises en œuvre par les Maliens eux-mêmes.

Paul Martial

## OCDE L'expert-conseil des socialistes

L'OCDE, organisme d'études économiques au service des États les plus développés, estime dans un rapport sur la France que le PIB ne progresserait que de 0,1 % cette année, puis de seulement 1,3 % en 2014. Du coup le chômage se « stabiliserait » (durablement) à 11,2 % à partir de la fin de 2013.

Face à ces flambants résultats de plusieurs années de politique d'austérité, on pourrait s'attendre à ce que ces « experts » se grattent un peu la tête et s'interrogent sur la pertinence de continuer... Mais non. « L'assainissement des finances publiques demeure une priorité » et il faut « mettre en œuvre une stratégie ambitieuse de réformes ».

Il faudrait donc continuer à réduire les dépenses publiques, d'abord par une vaste réforme des retraites « dont la trajectoire prévue du déficit du système nécessite de prendre rapidement des décisions difficiles » : remplacer le système actuel

par un régime par points, mettre fin aux régimes spéciaux de retraite, supprimer le taux réduit de CSG des retraités. Les soins hospitaliers devraient être « rationalisés », seuls les médicaments génériques seraient remboursés. Les indemnités de chômage de longue durée devraient être remplacées par le RSA, la dégressivité des allocations chômage restaurée. Même le Smic-jeune est de retour. Sans prononcer le mot, l'OCDE estime que « le niveau de salaire minimum tend à exclure les jeunes peu qualifiés de l'emploi », car « les jeunes adultes se trouvent en concurrence avec des salariés expérimentés sans avantage de coûts ». Bref, pour ces « économistes »,

les chômeurs le restent parce que leurs indemnités sont trop confortables, et les jeunes privés d'emploi parce qu'ils sont trop payés.

### La régression doit continuer

Très logiquement, l'ANI plaît donc beaucoup à l'OCDE, qui fait mine de croire que les patrons embaucheront d'autant plus qu'ils pourront licencier plus facilement. Cet accord d'explosion du code du travail, ainsi que le « pacte de compétitivité », sont salués comme « des signaux encourageants » de la part du gouvernement français, invité cependant à ne pas s'endormir. « Le calendrier politique offre une occasion unique de mettre en œuvre une stratégie ambitieuse de réformes ».

Réformes impopulaires, certes, mais comme il n'y a pas d'élections générales avant longtemps... Le capital dicte ainsi ses exigences et fait manifester confiance aux socialistes pour s'exécuter. Yann Cezard

**courrier**

Nous publions ci-dessous des extraits d'une lettre d'un de nos lecteurs. Vous aussi, n'hésitez pas à nous écrire par courrier ou à [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)

## À propos du Venezuela

L'information sur la situation réelle au Venezuela fait partie de nos tâches de solidarité anti-impérialiste, et les deux articles publiés à ce propos dans *Tout est à nous* n°186 apprennent beaucoup. Par contre, les conclusions politiques tirées de tout ceci font évidemment débat.

L'enjeu de cette discussion est important. Pour les laudateurs de Chavez, Mélenchon en tête,

l'objectif est bien sûr de démontrer qu'il est possible de changer les choses sans rompre avec le capitalisme. Depuis 1999, Chavez a poursuivi un numéro d'équilibrisme entre l'impérialisme et les masses de ce pays, rendu possible par la manne pétrolière. L'objectif étant d'aboutir à une certaine indépendance, et au renforcement de la bourgeoisie locale (la boli-bourgeoisie et l'armée). « Avec Chávez, les plus démunis ont fait leur apparition dans l'espace public », écrit S. Brulez. Il se trompe. C'est en 1998, avec le soulèvement révolutionnaire du caracazo, que les masses sont apparues comme un facteur décisif. Tout le drame est qu'elles n'ont pu se doter de leur propre parti, armé d'un programme socialiste. Dans ce contexte,

le très populaire Chavez a pu occuper le terrain. Il n'en demeure pas moins que notre programme socialiste n'est pas celui du chavisme. Impossible, donc, de suivre S. Brulez lorsque celui-ci nous vante la constitution bolivarienne, car il s'agit de la constitution d'un État bourgeois. P. Guillaudat voit certainement juste en insistant sur le risque de reprise en main du pays par Washington après le décès de Chavez. Contre l'impérialisme US, une certaine conjonction d'intérêts peut exister entre boliviens et anticapitalistes. Par contre, plus discutables nous semble le fait de vanter les mérites de l'organisation Marea socialista, au nom de son activité pour « construire

une nouvelle institutionnalité révolutionnaire » (?). En fait cette organisation, présente dans le PSUV, se distingue par un soutien bien peu distancié au commandant et à son régime.

À l'inverse de cette orientation, plus que jamais, il nous faut insister sur la nécessité de l'émergence d'un mouvement ouvrier, autonome, indépendant d'un régime bolivarien. Il s'agit de trouver les voies de l'émergence d'un parti des travailleurs vénézuéliens leur permettant d'exister sur la scène politique comme sujet indépendant. Sans un tel parti, le mot d'ordre de « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle » restera ce qu'il est aujourd'hui : une collection de mots creux.

P.M.



## CONGRÈS DE LA CGT

# Un syndicat à la peine

C'était le congrès de la succession de Bernard Thibault. Celui-ci devait entériner son remplacement par Thierry Le Paon, ce qui s'est fait en présence des anciens secrétaires généraux de la CGT Georges Séguy et Louis Viannet. Mais si le décorum était au point et les décisions déjà prises, cette succession ne s'est pas faite simplement.

Nadine Prigent de la fédération santé, ou Éric Aubin de la fédération de la construction et chargé du dossier des retraites en 2010, pressentis un temps pour succéder à Thibault, ont été écartés au profit du nouveau secrétaire général. On ne peut pas dire que cette discussion ait traversé l'organisation syndicale. Les syndiquéEs ont été les spectateurs lointains de cette lutte d'influence dont les enjeux politiques ont été très largement masqués. Au sein même du congrès s'est reflétée cette bataille de succession : la tension que le bureau du congrès a délibérément provoqué contre la fédération santé pendant les débats (réduction brutale à 2 minutes du temps de parole, non-prise en compte d'amendements...) faisait partie de l'arsenal du règlement de comptes entre diverses factions de la direction.

**La radicalité s'exprime**

Au-delà de cette bataille de direction, finalement peu intéressante si ce n'est qu'elle révèle des désaccords d'orientation, il est nettement apparu un grand décalage entre les syndiquéEs et la direction. L'absence d'un positionnement clair vis-à-vis de la politique du gouvernement socialiste, vis-à-vis des accords de compétitivité, du projet de loi sur l'ANI, ont nourri la confrontation avec la direction, largement partagée, au-delà des secteurs traditionnellement oppositionnels.

Quelques événements ont mis en pleine lumière ce décalage : succès de Mélenchon à l'applaudimètre, ovation de l'intervention du délégué CGT de Fralib, rejet par un vote par mandats de la modification des statuts présentée par la direction, bronca lors du vote de la résolution actualité qui ne revendiquait pas formellement le rejet de la loi sur l'ANI... La résolution, repoussée, sur les



PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

statuts portait sur un point qui a fait épine : la volonté de la direction de relativiser la place des retraitéEs dans la confédération tout en maintenant la cotisation à 1%. Ceci a obligé Bernard Thibault à monter à la tribune pour arracher par un vote à mains levées des motions atténuant les conséquences de ce camouflet.

La frustration des déléguéEs a été accentuée par l'absence des luttes dans le congrès. Cette fois-ci, pas de sans-papiers, pas de boîtes en grève. Une simple collecte de soutien a été organisée au profit des grévistes de PSA qui,

étaient totalement absents. Le paroxysme a été atteint lors de la discussion de la résolution actualité le vendredi matin où la salle exigeait le retrait de la loi sur l'ANI pendant qu'Agnès Naton manœuvrait à la tribune pour éviter d'avoir à l'écrire.

Cette opposition entre base et sommet est évidemment renforcée par la fragilisation d'une direction qui a raté sa transition, dans un contexte de mécontentement grandissant contre l'austérité et ceux qui la mettent en place.

JMB

## PSA AULNAY

## Montebourg soutient les licenciés

Oubliés les discours de l'été dernier... Montebourg s'enflammant contre la famille Peugeot, avant de s'excuser platement, ou Hollande exigeant « zéro licenciement ». Aujourd'hui, c'est contre les grévistes, qui lui ont fait rater mardi 19 mars son « Train de l'innovation », que le ministre s'emballe...

Après s'être caché pour ne pas rencontrer les grévistes qui lui réclamaient des comptes sur le refus du gouvernement de nommer un médiateur, Montebourg a accusé les grévistes. Il les a opposés aux cinq syndicats (en réalité quatre : la CFTC, la CGC, SIA et FO) qui soutiennent le plan de licenciement de la direction. « Plus on utilise l'épreuve de force et plus on radicalise, moins on rend possible » l'engagement « personnel » qu'il a pris de « n'envoyer personne à Pôle emploi »... Précisant ensuite que c'était parce que les grévistes suivaient la « CGT Lutte ouvrière », « parce que M. Mercier (délégué syndical CGT PSA Aulnay) est un militant politique et, évidemment, ce n'est pas tout à fait la même chose finalement que la CGT en général ». Cela ressemble à un permis de licenciement. Après de telles déclarations, PSA aura bien compris que le gouvernement ne s'opposera pas au licenciement des grévistes.

**La direction veut redémarrer...**

Déjà la direction a enclenché huit procédures de licenciement contre des grévistes (dont quatre déléguéEs). Un des objectifs des grévistes est la nomination d'un médiateur pour, entre autres, imposer à PSA la réintégration de leurs huit collègues. Les menaces de Montebourg n'ont fait que renforcer leur détermination. C'est ce qu'ils ont rediscuté tout le reste de la semaine dernière avec les non-grévistes.

Par ailleurs, vendredi 22 mars, lors du comité d'entreprise, la direction a annoncé sa volonté de redémarrer l'usine, arrêtée de fait depuis le 16 janvier. À partir du 6 avril, elle compte produire 250 voitures par jour, soit une centaine de moins que ce que produisait une équipe avant la grève. Pour cela, seule l'équipe du matin travaillera, celle d'après-midi sera en APLD (chômage indemnisé en grande partie par l'État) pendant un mois.

Visiblement la direction prépare un nouveau coup. Pour gagner du

temps, la CGT a décidé d'assigner la direction en référé au TGI de Versailles pour demander l'invalidation du PSE, en complément de

la procédure engagée par Sud. L'audience a eu lieu mardi 26 mars à Versailles.

Correspondantes

## AIR FRANCE Résistances contre le plan Transform

Après la signature en juillet dernier par la CFDT, FO, et la CGC de la perte de la progression salariale liée aux promotions et à l'ancienneté (15% sur 10 ans), c'est le temps de travail qui est maintenant attaqué. Avec la signature d'un deuxième accord signé cette fois par la CFDT, la CGC et l'Unsa (FO ayant pris un virage un peu plus revendicatif suite à la démission de syndiquéEs), la colère monte.

Cet accord augmente de deux semaines la présence au travail, avec moins de RTT (journées plus courtes et suppression de repos liés à la pénibilité). Les salariés sont mécontents de la poursuite des attaques : l'action d'Air France a doublé depuis août et poursuit sa croissance. Le prix des billets vient d'être augmenté sur les long-courrier et les avions sont pleins.

**Tous ensemble!**

La résistance s'exprime pour l'instant par une

multiplicité de petits conflits : grève au fret Roissy pendant deux semaines début mars, grèves ponctuelles dans les escales (Marseille, Toulouse, Bordeaux), grèves dans les magasins de l'industriel, grève surprise des mécaniciens avions B777 sur l'aéroport Charles de Gaulle... À Orly, les mécaniciens intervenant sur l'avion A320 ont débrayé et, dans l'atelier moteur, les salariés se sont réunis pour maintenir le droit de prendre la douche et de se changer sur le temps de travail.

Ces micro-conflits se poursuivent sur fond de

## LES NÔTRES



## Marc Rénier

Marc nous a quittés. Brutalement. Emporté par la maladie qui le rongait du fait de son handicap.

Et pourtant il était dur avec lui-même contre la maladie. Pas le genre à se plaindre, à appeler à l'aide. Tout faire par lui-même, tout faire normalement, comme les autres, même les trucs les plus fous.

Passionné de voile, il a navigué de nombreuses fois entre la Bretagne, la Cornouaille anglaise, les Scilly. Mer creuse et mal de mer, il en fallait plus pour le mettre à plat. De photo aussi. Il s'était engagé dans la Photothèque Rouge pour le plaisir d'agir, avec son point de vue bien à lui et sa détermination.

Marc était militant dans le 13<sup>e</sup> arrondissement. Il était connu de tous, de tous les combats, de toutes les manifs, de toutes les diffis et collages malgré son hémiplegie. Militant depuis toujours, d'abord à Bordeaux dans le groupe Révolution, il rejoint la LCR et s'installe à Paris. Membre fondateur du NPA dans le comité parisien du 13<sup>e</sup> qu'il n'a jamais lâché, jusqu'au bout. Mais c'est surtout à la librairie la Brèche, qu'il animait depuis les années 80, que nous avons été nombreux à le rencontrer.

Marc et son fauteuil, on ne les reverra plus, la maladie a eu raison de sa résistance. Hospitalisé samedi dans la journée, décédé le jour même à 20 heures. Ses obsèques auront lieu au crématorium du Père-Lachaise samedi 30 mars à 11 h. Soyons nombreux au côté de Françoise sa compagne et de ses quatre frères et sœurs dans ce moment difficile.

Ses camarades





## Les comités en action!

### Perpignan (66) contre le colonialisme

Le 19 mars, le Collectif 66 contre la guerre au Mali – ASTI, CNT, FASE, ART, PG, NPA – tenait une table ronde à Perpignan réunissant une cinquantaine de personnes autour de Patrick Farbiaz, animateur du réseau Sortir du colonialisme et de Gisèle Montaubric de l'association Survie.

Les intervenants ont démontré que les prétentions humanitaires cachaient les traditionnels intérêts économiques et politiques de la France au Mali. Ils ont insisté aussi sur la complexité tragique d'une situation créée par la domination impérialiste : délabrement de l'État, corruption, trafic en tout genre, divisions « ethniques », etc. – un terreau favorable aux djihadistes. Une guerre qui s'annonce sans fin tant que l'impérialisme sévira en Afrique. Cette réunion anti-impérialiste tombait à point nommé. En ce 19 mars, jour commémoratif du cessez-le-feu de la guerre d'Algérie, le maire pro-Algérie française de Perpignan, l'UMP Pujol, mettait en berne le drapeau tricolore, avec le soutien bruyant du FN et autres pro-OAS. Pour dénoncer cette provocation colonialiste, Patrick Farbiaz tenait dans l'après-midi, à l'initiative du Collectif 66 pour une histoire franco-algérienne non falsifiée, une conférence de presse soulignant qu'« il ne s'agit pas d'une initiative locale puisqu'elle a été reprise dans d'autres villes de droite » et appelant à une riposte générale contre ce revanchisme colonial – au service du racisme et du colonialisme d'aujourd'hui.

Correspondant



### La Bretagne manifeste contre le fascisme

Le collectif antifasciste rennais dont fait partie le NPA a organisé samedi 23 mars, une manifestation unitaire contre l'extrême droite. Le mouvement identitaire d'extrême droite « Jeune Bretagne » avait choisi Chartres-de-Bretagne, commune où est implanté PSA, pour organiser un « débat ». Le thème : « Que faire face à la crise ! » Étaient invitées une dizaine d'organisations françaises et étrangères se revendiquant ouvertement du fascisme et du nazisme : Casapound par exemple, organisation italienne dont un membre a assassiné deux vendeurs ambulants sénégalais à Florence en décembre 2011. Il s'agit évidemment pour eux de récupérer la misère sociale comme les nazis l'ont fait dans les années 30. Mais les ouvriers de PSA présents dans la manifestation ainsi que leur comité de soutien étaient là pour les renvoyer d'où ils viennent. D'ailleurs, les « nazillons » ne s'étaient pas risqués à distribuer leurs tracts à l'entrée de l'usine. 400 à 500 personnes ont donc défilé à deux pas de cette « conférence ». Étaient présents le NPA bien sûr, Breizhistance et son syndicat des travailleurs bretons, la CNT, la GA, la GU, le PCF, le MRAP, Sud Industrie, EÉLV, l'Union démocratique bretonne, et un PS quelque peu chahuté pendant les prises de parole à propos des expulsions et des manifestations violemment réprimées par la police de son gouvernement.

À noter, une chose inquiétante : si la CGT de PSA était représentée par son secrétaire adjoint, l'UD CGT n'avait pas appelé à cette manifestation. Il est vrai que l'appel avait été tardif pour ne pas faire de publicité à cette « conférence »...

Fabienne Serbah



## campagne emploi

# Goodyear : vent debout contre la fermeture du site

Vendredi 22 mars les Goodyear étaient plus de 300 à avoir fait le voyage jusqu'à Rueil-Malmaison cette fois-ci avec des roses, pour montrer que la violence, c'est celle des flics chargés de défendre le siège social de la multinationale et celle du patronat qui fait subir à des milliers de familles l'inquiétude et l'angoisse du chômage.

Le lendemain, leur rendez-vous était à Amiens pour découvrir le projet de SCOP, présenté par les dirigeants de la CGT et leur avocat Fiodor Rilov.

Ce n'est pas la première fois que des travailleurs en bagarre contre une fermeture évoquent la mise en place d'une coopérative (SCOP) comme issue possible à leur combat. Il suffit de penser à SeaFrance ou, plus récemment, à Fralib. Cela répond à la volonté des salariés de ne pas plier devant une fermeture souvent présentée comme une fatalité et de refuser la négociation d'indemnités de départ. En ce sens, c'est un pas en avant.

### Des SCOP dans la contradiction

Néanmoins, le projet des SCOP recèle un certain nombre de contradictions. Ce mouvement a souvent tendance à s'effacer du terrain de la lutte des classes, car inséré dans un cadre de production et de concurrence, il faut faire tourner l'usine, etc. En fonctionnant dans le cadre capitaliste, une SCOP doit faire face aux

mêmes difficultés que n'importe quelle PME. Pour investir dans l'outil productif, affronter la concurrence, elle doit avoir recours aux banques, créances et prêts à la clé.

Pour ce qui est de Goodyear, le projet de SCOP présenté par la direction de la CGT d'Amiens-Nord ne concerne que l'activité Farm (pneus agricoles). La production de pneus tourisme, elle, n'est pas jugée assez rentable dans les conditions actuelles pour être maintenue. Il en découle une remise en cause d'un des principaux acquis des six ans de combat à Goodyear, à savoir la lutte pour le maintien de tous les emplois. C'est donc plusieurs centaines de salariéEs, sur les 1 173 que compte la boîte actuellement, qui pourraient ainsi ne pas retrouver une place dans la SCOP et devraient quitter l'usine sur la base de départs volontaires.

### Expropriation, contrôle ouvrier

C'est pour toutes ces raisons que, tout en soutenant la lutte des travailleurs d'Amiens, il faut avancer la perspective de l'expropriation, sans

indemnité ni rachat, et de la production sous gestion ouvrière. Si les travailleurs sont parfaitement capables d'assurer la production, c'est à l'État de payer les salaires, d'assurer l'approvisionnement et d'assurer la commercialisation des produits. Il s'agit de la seule solution qui, à l'échelle d'une entreprise, d'une branche ou même de tout le pays, pourrait permettre le maintien de tous les emplois. Bien entendu, cela implique la nécessité d'une véritable contre-offensive du monde du travail, d'une grande mobilisation ouvrière et populaire pour inverser le rapport de forces.

Reste la question de la convergence. Aux côtés de la grève de PSA Aulnay, la lutte des travailleurs de Goodyear pourrait devenir le fer de lance de ce combat d'ensemble, à condition de se poser le problème d'une stratégie capable d'unifier tous ceux et celles qui subissent les licenciements, l'austérité et les conséquences de la crise capitaliste.

Daniela Cobet

## CPN Relancer notre parti

Le Conseil politique national élu à l'issue de notre dernier congrès a tenu sa première réunion le week-end dernier. Il avait deux objectifs essentiels : mettre en place un nouveau dispositif directionnel, et définir nos tâches pour faire face à nos responsabilités et mettre en œuvre les décisions du congrès.

À travers un riche débat politique, de nouveaux pas en avant ont été faits lors de ce premier CPN, mais nos divisions sont loin d'être surmontées.

### Faire vivre le parti, sa démocratie

La première discussion visait à trouver le moyen de refaire du CPN une véritable direction jouant pleinement son rôle dans le travail d'animation du parti, la coordination des comités, l'élaboration politique à travers des liens vivants avec les comités comme avec le comité exécutif (CE). Il a été décidé d'adopter un CE composé de 29 membres. Des camarades trouvaient ce chiffre trop élevé mais l'idée qu'il était indispensable de nous donner les moyens d'associer au sein du CE le plus de compétences et d'expériences l'a emporté.

Les différentes commissions du CPN (commission internationale, écologie, éducation nationale, antiraciste...) se sont réunies pour se structurer avec les nouveaux membres et commencer à définir un plan de travail. Deux d'entre elles, la commission d'intervention sur les lieux de travail et la commission d'organisation, se réuniront tous les quinze jours sur une partie du temps de réunion du CE qui tiendra alors une réunion courte. Une motion issue de la commission nationale d'intervention féministe a

aussi été adoptée, une motion dénonçant les conséquences de la crise pour les femmes qui en sont les premières victimes et prévoyant un calendrier de débat sur les questions féministes. Nos difficultés financières ont été abordées. Elles feront l'objet d'une discussion approfondie lors du prochain CPN en intégrant le problème des moyens financiers que nous pourrions dégager pour les prochaines échéances électorales, municipales et européennes.

Enfin, deux tendances constituées dans la cadre du débat de congrès, la W et la X, ont décidé de se dissoudre. La position Y a annoncé l'ouverture d'une discussion pour construire un courant au sein du NPA.

### Construire une opposition politique

La discussion sur la situation sociale et politique s'est organisée autour de deux textes : l'un initié par la majorité et l'autre par la position Y. Au final, deux commissions se sont tenues séparément : l'une avec des membres issues de l'ancienne position W, de la majorité et de quelques camarades de la Y ; l'autre autour de la Y et de la Z. La première commission pensait pourtant qu'il était possible d'aboutir à une résolution commune en définissant ce qui nous regroupait, tout en mettant en œuvre ce qu'a décidé une majorité

du NPA lors du dernier congrès. Un débat général a eu lieu, principalement autour de deux points : quelle politique pour aider à la convergence des luttes et la place que doit prendre dans notre travail politique la perspective d'un gouvernement défendant des mesures contre l'austérité. Plus précisément, comment articuler notre démarche unitaire de front unique, la construction d'une opposition de gauche et la question de l'alternative politique ?

L'approfondissement de la crise en Europe avec l'affaire chypriote, l'accumulation d'éléments de crise politique en France dont font partie les récentes « affaires », les difficultés rencontrées dans les mobilisations mettent au premier plan la question du nécessaire affrontement avec le gouvernement Hollande-Ayrault en particulier dans notre activité syndicale autour du refus du prétendu dialogue social. Préparer un mouvement d'ensemble, l'affrontement avec le patronat et le pouvoir est indissociable de la bataille pour construire une conscience de classe politique.

Notre opposition est internationaliste, elle combat la guerre de l'impérialisme français au Mali, et lors de ce CPN a eu lieu en plénière une discussion sur cette guerre coloniale, introduite par Paul Martial, animateur du bulletin « Afriques en lutte ».



### Au cœur des mobilisations

Par delà le débat sur les perspectives politiques se dégage un accord sur nos priorités dans les mobilisations : la campagne emploi, contre l'ANI et le projet de loi de « sécurisation de l'emploi », pour la défense de la protection sociale, des retraites, la lutte pour le droit à la santé, contre le projet de loi Peillon, pour l'égalité des droits, pour le retrait des troupes françaises du Mali et d'Afrique... En particulier, nous faisons de la mobilisation du 11 mai pour la chaîne humaine qui doit encercler la ZAD de Notre-Dame-des-Landes une de nos priorités.

Dans le même temps, pour populariser nos perspectives politiques et nos réponses à la crise, nous engageons une série de réunions publiques et de meetings du NPA. Nous nous adressons à la gauche politique qui ne participe pas à ce gouvernement pour mener avec elle le débat stratégique et aider à la construction des mobilisations contre les politiques d'austérité mise en place par Hollande-Ayrault. L'enjeu est maintenant de traduire dans les faits les tâches de construction, faire vivre la démocratie et relancer la dynamique du NPA. L'affaire de toutes et tous !

Yvan Lemaître



CINÉMA

# Elefante blanco de Pablo Trapero

Avec Ricardo Darin, Jérémie Renier, Martina Gusman. Sortie le mercredi 20 février.

« Le cinéma ne change pas le monde mais je crois qu'il peut y collaborer », dit Pablo Trapero, réalisateur d'*Elefante blanco*<sup>1</sup>. De fait, ses films contribuent au moins à ouvrir des débats en Argentine sur un certain nombre de sujets souvent ignorés comme les prisons (*Leonora*), le système de santé (*Carancho*) et plus récemment les bidonvilles et le rôle de l'Église. *Elefante blanco*, c'est le surnom donné à un bâtiment abandonné faute de crédits qui devait abriter le plus grand hôpital d'Amérique latine, dans la

banlieue de Buenos Aires. À ses pieds s'étend un immense bidonville, la «ville de la Vierge», où règnent des gangs de narcotrafiquants. Deux curés et une assistante sociale y tiennent une sorte de centre socio-culturel et s'efforcent de promouvoir la construction de maisons en dur. Le plus âgé, superbement interprété par Ricardo Darin, se plie bon gré mal gré aux directives de la hiérarchie ecclésiastique, dont la passivité n'a d'égale que l'hypocrisie, d'autant qu'elle détourne les subventions attribuées à ces logements, mais le plus jeune veut intervenir plus franchement. Il va finir par rejoindre les habitants excédés quand ceux-ci décideront de construire eux-mêmes leurs maisons et affronteront les forces de répression. «*Montrer des gens qui se dévouent pour les autres au point de mettre leur propre vie en jeu, est un sujet qui me tenait à cœur*», dit Trapero.

**Un grand film noir et social**

La mise au jour de cette contradiction entre l'engagement de ces curés de base et le jésuitisme voire la corruption de leurs supérieurs est particulièrement intéressante au moment où les communicants du Vatican cherchent à nous vendre Francisco Bergoglio, ex-militant de la Garde de fer fasciste dans sa jeunesse et complice de la



dictature, comme le pape des pauvres. Si l'Église argentine a toujours tenu à affirmer sa présence dans les quartiers pauvres et les bidonvilles, c'est pour y prêcher la résignation. Sa sollicitude envers les démunis n'a jamais dépassé une maigre charité. Mais, au contact de la population, bien des religieux ont voulu sortir de ces limites et ont fini par choisir leur camp. Certains l'ont payé de leur vie. Par son réalisme sans concession ni voyeurisme, *Elefante blanco* est un grand film noir et social à voir et à faire voir.

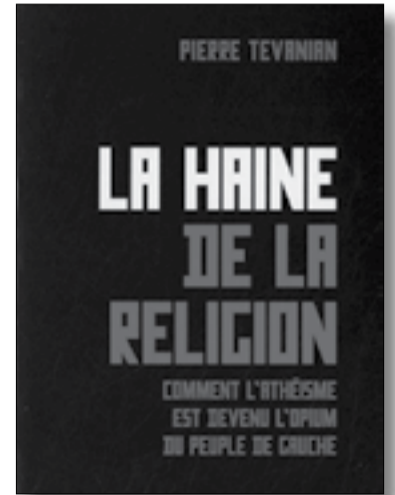
**Gérard Delteil**

1. Interview à *Encinta*, site de cinéphiles de langue espagnole.

**Essai**

**LA HAINE DE LA RELIGION. COMMENT L'ATHÉISME EST DEVENU L'OPIMUM DU PEUPLE DE GAUCHE**  
**PIERRE TEVANIEN**

Édition la Découverte, 10 euros



« La religion c'est l'opium du peuple. Relisez Marx ! », c'était Aurélie Filipetti, aujourd'hui ministre d'un gouvernement bien peu marxiste, qui adressait cette injonction aux militantEs du NPA en 2010. Les polémiques de cette année-là, en particulier celle autour de la candidature d'Illham Moussaïd, ont mis en relief un aspect particulier du climat idéologique actuel à gauche : le « combat contre la religion » est revenu sur le devant de la scène, mais sert bien souvent de couverture pour exclure du champ de l'expression publique toute une partie de la population. Tradition ancrée dans la gauche française, l'anticléricalisme qui servait à combattre les puissants est aujourd'hui dévoyé pour stigmatiser les plus exploités. Dans ce livre tranchant et précis, le militant anticlérical Pierre Tevanien prend l'injonction de Filipetti au mot. Relisant Marx (et Engels, Lénine, Luxemburg, Trotsky), il y redécouvre une analyse profonde et subtile du sentiment religieux, « expression de la misère réelle d'une part, et protestation contre la misère réelle d'autre part ». Parce que Marx et ses continuateurs ne se sont pas contentés d'être des penseurEs, parce qu'ils étaient des militantEs élaborant une théorie pour l'action, ils et elles ont toujours mis en avant l'« unité de cette lutte réellement révolutionnaire de la classe opprimée combattant pour se créer un paradis sur la terre » au-dessus de « l'unité d'opinion des prolétaires sur le paradis du ciel » (Lénine). Peut-être fallait-il un « théoricien militant » comme Pierre Tevanien, venu d'autres traditions politiques et intellectuelles, pour exprimer avec autant de mordant et de précision l'indignation qu'il ressent devant les travestissements réactionnaires de la pensée marxiste sur la religion. Son livre se révèle en tout cas un stimulant précieux pour touTEs les militantEs qui veulent réfléchir aux controverses actuelles autour de la religion et de sa place dans les luttes sociales.

**Sylvestre Jaffard**

**LIVRE**

**LA RAGE ENTRE LES DENTS de Soeuf Elbadawi,**

Vents d'ailleurs, 9 euros  
Soeuf Elbadawi, « prêcheur de lune et expert en intégrisme de la survie », marie à la perfection art et politique, agitation et spectacle, l'un au service de l'autre. Il est Comorien. Quand on approche la réalité géopolitique des Comores, on comprend la rage : la déchirure que l'État français impose aux Comores est tout autant géographique que politique et culturelle. Fruit du cerveau impérialiste français, condamné depuis pour violation de l'unité nationale, de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de la République indépendante des Comores, cette division n'a pour but que d'imposer la présence militaire française dans l'archipel... au détriment des familles, des traditions, de la vie. Mais si Soeuf chante « *le pays défait* », c'est pour vaincre. Sa popularité aux Comores ou ici dans l'émigration ne fait que croître.

**Les libraires de la Brèche**

Rencontre avec Soeuf Elbadawi à la Brèche le jeudi 28 mars à partir de 18h.



**MUSIQUE**

**PEOPLE, HELL AND ANGELS, Jimi Hendrix.** 1 CD Experience/Sony Music, 17 euros

La musique de Jimi Hendrix surprend toujours par sa rage et sa modernité. Les enregistrements présentés dans ce nouvel album sont des interprétations différentes en studio de classiques « Hendrixiens ». Jimi explore ici de nouvelles pistes avec sa « bande de bohémiens » (Billy Cox à la basse et Buddy Miles à la batterie) et quelques autres pointures comme Stephen Stills à la basse, Youngblood au saxophone... Des morceaux comme *Somewhere* ou *Crash Landing* n'avaient jamais été aussi bien mis en valeur et les amateurs apprécieront le son de la guitare d'Hendrix passant dans un amplificateur pour orgue. Soufflant ! La présence d'un saxophone, d'une section de cuivre, d'une deuxième guitare, nous rappelle que Jimi pensait donner une suite à *Electric Lady Land*. Ce CD nous permet d'imaginer les voies que le génial musicien aurait pu prendre.

**Sylvain Chardon**



**EXPO**

**LAURE ALBIN GUILLOT (1879-1962).** Jeu de Paume, Paris, jusqu'au 12 mai

Sous-titrée « L'enjeu classique », cette exposition aurait pu faire parler d'elle si Facebook n'avait censuré le compte du Jeu de Paume pour une *Étude de nu féminin* réalisée par L. Albin Guillot en 1940. Mariée à un médecin devenu industriel, elle pratiqua la photographie à titre d'abord personnel puis professionnel au sortir de la Grande Guerre (*Vogue* notamment), dirigeant plus tard les archives photographiques des Beaux-Arts et organisant en 1937 au Jeu de Paume une exposition sur « Les femmes artistes d'Europe ». Mis à part des « micrographies » habiles, certaines publicités inventives (dont elle ne fut sans doute pas seule à avoir l'idée) et de beaux paysages tirés au charbon Fresson, rien en effet que de néo-classique chez cette spécialiste du flou et du bon ton, lui faisant offrir en 1942 un portfolio de ses *Petits métiers de Paris* à la maréchale Pétain. Féministe non, instructif à coup sûr.

**Gilles Bounoure**

Photo Laure Albin Guillot



★  
**COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE**  
librairie  
★ la-breche.com  
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com  
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43



**S'abonner à Tout est à nous !**

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

<p>Hebdo <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre</p> <p>Jeunes/chômeurs précaires <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre</p>	<p>Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre</p> <p><input type="checkbox"/> 19 € par trimestre</p>	<p>Désignation du compte à débiter</p> <p>CODE ÉTABLISSEMENT : _____</p> <p>CODE GUICHET : _____</p> <p>N° DE COMPTE : _____</p> <p>CLÉ RIB : _____</p> <p>Date : _____</p> <p>Signature : _____</p>
<p>J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :</p> <p>ORGANISME CRÉANCIER : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) - 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex Numéro spécial d'émetteur : 554755</p>		<p>Titulaire du compte</p> <p>Nom : _____</p> <p>Prénom : _____</p> <p>Adresse : _____</p> <p>Code postal : _____</p> <p>Ville : _____</p> <p>Mail : _____</p>
<p>Établissement teneur du compte</p> <p>Banque : _____</p> <p>Adresse : _____</p> <p>Code postal : _____</p> <p>Ville : _____</p>		<p>Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex</p> <p><b>FRANCE ET DOM-TOM</b></p> <p>Tarif standard</p> <p>Hebdo <input type="checkbox"/> 28 € <input type="checkbox"/> 56 €</p> <p>Mensuel <input type="checkbox"/> 22 € <input type="checkbox"/> 44 €</p> <p>Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 50 € <input type="checkbox"/> 100 €</p> <p>Tarif jeunes/chômeurs/précaires</p> <p>Hebdo <input type="checkbox"/> 20 € <input type="checkbox"/> 40 €</p> <p>Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 38 € <input type="checkbox"/> 76 €</p> <p><b>ÉTRANGER</b> Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org</p>





## MANIFESTATION **La police assassine**

Mars 2013, l'impunité policière toujours, la justice jamais. Non-lieu confirmé pour les policiers responsables de la mort d'Abou Bakari Tandia; non-lieu confirmé pour les policiers responsables de la mort de Mamadou Marega; non-lieu pour les policiers qui ont fait des faux témoignages dans l'affaire des deux jeunes tués de Villiers-le-Bel; plainte de Manuel Valls pour diffamation contre la sœur de Amine Bentousi<sup>1</sup> tué d'une balle dans le dos par un policier à Noisy-le-Sec...

Les crimes policiers continuent. Selon le recensement fait par le collectif « Vies volées », il y a eu 15 morts victimes de la police en 2012. Aussi, samedi 23 mars, à l'occasion de la journée internationale contre les violences policières, 300 personnes ont manifesté à Paris alors que se tenaient des manifestations et rassemblements dans plusieurs villes dont Clermont-Ferrand, Millau, Grasse...

### Regrouper les collectifs, une tâche urgente

À l'occasion de cette marche pour la vérité et la justice, pour la dignité, le collectif « Vies volées » a réussi à réunir de nombreux collectifs et de nombreuses familles qui ont témoigné pour leur frère, leur père, leur compagnon, leur ami. La mère de Youcef Mahdi, mort noyé dans la Seine en juin dernier sous les yeux des policiers qui ont empêché ses amis de le secourir, a notamment exprimé la colère de toutes les familles. Les quartiers populaires sont les laboratoires d'une politique de plus en plus raciste et

sécuritaire qui touche toute la société. Alors qu'une partie de la gauche n'a que le mot d'ordre républicain à la bouche pour continuer la politique de Sarkozy, la gauche radicale doit se mobiliser sérieusement au

côté de celles et ceux qui s'organisent pour éviter que le massacre continue.

**Denis Godard**

1. Appel en soutien d'Amal Bentousi : <http://atouteslesvictimes.samizdat.net/>

**“ NO COMMENT**

*Il y a eu l'affaire d'Outreau avec un magistrat dépassé et le scandale que ça a amené, et là nous avons l'affaire Sarkozy avec un juge engagé...*

NADINE MORANO, EX-MINISTRE UMP, sur France 3 dimanche 24 mars.

”

## PROCÈS DE L'AMIANTE

# La course de lenteur

En novembre 2012 Martine Aubry a été mise en examen par la juge Bertella-Geffroy pour homicide et blessures involontaires dans l'affaire de l'amiante de l'usine Ferodo-Valéo dans le Calvados où 1 300 anciens salariés sont déjà morts du cancer (voir Tout est à nous! n°170). Le 18 mars dernier, cette même juge a été déchargée de ses fonctions par la ministre de la Justice Christiane Taubira.

Taubira insiste qu'elle ne fait qu'appliquer une règle qui limite à 10 ans les fonctions d'un juge spécialisé mais ce n'est pas l'avis de la magistrate concernée qui a l'intention de contester sa mutation devant le Conseil d'État, ni de son syndicat FO-Magistrats, ni de l'association des victimes de l'amiante, Andeva.

### Un retard mortel

L'exposition mortelle à l'amiante et la complicité criminelle de l'État et des gouvernements successifs est un des plus gros scandales concernant la santé publique. En 2005, un rapport du Sénat estimait que l'amiante était responsable de 10 à 20% des cancers du poumon et que d'ici 2025 elle pourrait provoquer la mort de 100 000 personnes. La nocivité de l'amiante est connue depuis 1906, son caractère cancérigène depuis les années 1950, mais en France il a fallu attendre 1977 avant les premières mises en garde timides et 1997 avant son interdiction. Les premières plaintes des victimes datent de 1996 mais les procédures traînent toujours.

D'après Christiane Taubira, la juge sera remplacée par deux autres magistrats mais l'association Andeva pense que dans le meilleur des cas la procédure sera retardée d'un an, le temps que les nouveaux juges prennent connaissance de la montagne de documents. Dans le pire des cas, le dossier risque d'être définitivement enterré. La juge Bertella-Geffroy est amère : « Je suis entrée dans la magistrature car je croyais en la justice. Je vais en sortir, je n'y crois plus ». Andeva ne compte pas en rester là et continuera à se battre pour que justice soit faite.

**Ross Harrold**

## Tunis Un front international contre la dette



Olivier Besancenot à Téléperformance-Tunisie le mardi 26 mars. (DR)

Le week-end des 23 et 24 mars avait lieu à Tunis un événement dont on espère qu'il fera date: la rencontre méditerranéenne contre la dictature de la dette et pour la souveraineté populaire, organisée à l'appel du Front populaire tunisien pour la réalisation des objectifs de la révolution.

Étaient présentes 19 organisations de 13 pays du Nord et du Sud de la Méditerranée afin de discuter de la lutte collective contre le chantage permanent à l'austérité que la dette fait peser sur la tête de tous les peuples. Les travaux ont permis de dénoncer les différentes manières dont la dette est utilisée par les classes dominantes pour

exploiter toujours davantage les classes laborieuses. En Tunisie, le parti islamiste Ennahdha au pouvoir est tout aussi pressé d'obéir au FMI, à l'UE et à la Banque mondiale que la clique Ben Ali virée par la révolution, et que tous les gouvernements transitoires. Ils ne mettent pas en cause la dette odieuse des dictateurs, et justifient les privatisations,

la hausse des prix et le chômage par la nécessité de rembourser une dette que le peuple tunisien a déjà payé dix fois. Il en est de même en Égypte. Les camarades du Portugal, de l'État espagnol et de Grèce ont détaillé la manière dont la politique de la Banque centrale européenne et du FMI sont en train de faire subir une véritable catastrophe sociale à leurs populations.

### Contre l'impérialisme et l'austérité

Dimanche 24 mars, le meeting de clôture a attiré un millier de participants, liant la question de la dette et la lutte des camarades tunisiens dans un climat marqué par l'assassinat récent d'un des principaux dirigeants du Front populaire Chokri Belaid, et l'offensive sur les droits démocratiques et économiques du peuple tunisien.

Parmi les nombreux intervenants internationaux, y compris d'Amérique Latine, notre camarade Olivier Besancenot a été particulièrement applaudi, affirmant « la lutte contre la dette revêt un double aspect, contre l'austérité et aussi contre nos propres impérialismes qui sont bien souvent les créanciers des pays du Sud ». Avec le slogan scandé par les jeunes « À bas le capital, à bas la dictature ! », Hamma Hammami, porte-parole du Front populaire, concluait : « la dette est un instrument essentiel pour continuer le colonialisme. Le Front populaire doit s'engager à continuer la révolution, il doit combattre le capital, le fondamentalisme, le sionisme ». Une introduction marquante au Forum social mondial qui commence mardi 26 mars.

**De Tunis, correspondant**



**TOUT est à nous!**  
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste  
Rédaction: 01 48 70 42 27  
redaction@npa2009.org  
Diffusion: 01 48 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org  
Administration: 01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex  
Numéro ISSN: 1969-8178  
Commission paritaire: 0414 P 11508  
Tirage: 6500 exemplaires  
Société éditrice: Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC). SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)  
Gérant et directeur de publication: Ross Harrold  
Secrétaire de rédaction: Manu Bichindaritz  
Rédacteur graphiste: Ambre Bragard  
Impression: Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél.: 01 48 70 42 22  
Fax: 01 48 59 23 28  
mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®